

EVIDENCE

OTTAWA, Thursday, May 9, 2024

The Standing Senate Committee on Banking, Commerce and the Economy met with videoconference this day at 11:29 a.m. [ET] to study Bill S-243, An Act to enact the Climate-Aligned Finance Act and to make related amendments to other Acts.

Senator Pamela Wallin (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: Hello to everyone and welcome to this meeting of the Standing Senate Committee on Banking, Commerce and the Economy. My name is Pamela Wallin, and I serve as the chair of this committee.

Just a quick reminder to use the black earpieces, not any grey ones if they're still hanging around, and please keep them as far away from the microphone as you can. We're trying to keep audio feedback to a minimum.

Let me introduce members of the committee today: Senator Loffreda, our deputy chair, Senator Deacon, Senator Gignac, Senator Marshall, Senator Massicotte, Senator Miville-Dechêne, Senator Petten, Senator Varone and Senator Yussuff. We have Senator Galvez with us today as well as we continue our examination of Bill S-243, An Act to enact the Climate-Aligned Finance Act and to make related amendments to other Acts.

I want to thank you all again for your cooperation yesterday. We also have a busy day today with two witnesses in our first hour and one in the next. We're going to keep things as tight and focused as we can.

On our first panel, we have the pleasure of welcoming in person Gina Pappano, Executive Director at InvestNow; and by video conference today, Eric Usher, Director, Finance Initiative, United Nations Environment Programme.

Welcome to both of you. Thank you for joining us today. We will begin with your opening remarks, Ms. Pappano.

Gina Pappano, Executive Director, InvestNow: Good morning. I thank you for the invitation to be a witness at this committee hearing. I am here today to discuss Bill S-243, the climate-aligned finance act.

I am executive director of a not-for-profit organization called InvestNow. Our mission is to challenge the divestment movement in Canada. "Divestment" means that large endowment funds, pension plans, institutional funds and banks pledge that

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le jeudi 9 mai 2024

Le Comité sénatorial permanent des banques, du commerce et de l'économie se réunit aujourd'hui, à 11 h 29 (HE), avec vidéoconférence, pour étudier le projet de loi S-243, Loi édictant la Loi sur la finance alignée sur le climat et apportant des modifications connexes à d'autres lois.

La sénatrice Pamela Wallin (*présidente*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

La présidente : Bonjour à tous et bienvenue à cette séance du Comité sénatorial permanent des banques, du commerce et de l'économie. Je m'appelle Pamela Wallin et je suis présidente du comité.

Un rappel rapide : il faut utiliser les écouteurs noirs, pas les gris, au cas où il y en aurait encore, et les placer le plus loin possible du microphone. Nous essayons d'avoir le moins de rétroactions acoustiques possible.

Je vais présenter les membres du comité qui sont là aujourd'hui : le sénateur Loffreda, vice-président, le sénateur Deacon, le sénateur Gignac, la sénatrice Marshall, le sénateur Massicotte, la sénatrice Miville-Dechêne, la sénatrice Petten, le sénateur Varone et le sénateur Yussuff. Nous accueillons la sénatrice Galvez, et nous poursuivons notre examen du projet de loi S-243, Loi édictant la Loi sur la finance alignée sur le climat et apportant des modifications connexes à d'autres lois.

Je tiens à vous remercier encore une fois de l'esprit de coopération que vous avez manifesté hier. La séance d'aujourd'hui est aussi très chargée. Nous entendrons deux témoins au cours de la première heure et un autre au cours de la suivante. Nous allons tâcher de faire preuve de rigueur et de nous en tenir à l'objet du débat.

Les membres du premier groupe de témoins que nous avons le plaisir d'accueillir sont Gina Pappano, directrice exécutive d'InvestNow, qui comparait en personne, et Eric Usher, directeur, Initiative financière, Programme des Nations unies pour l'environnement, qui participe par vidéoconférence.

Bienvenue à vous deux. Merci de vous joindre à nous. Nous allons commencer par votre exposé liminaire, madame Pappano.

Gina Pappano, directrice exécutive, InvestNow : Bonjour. Merci de m'avoir invitée à témoigner. Je compare pour parler du projet de loi S-243, Loi sur la finance alignée sur le climat.

Je suis directrice exécutive d'un organisme sans but lucratif, InvestNow, dont la mission est de contrer le mouvement de désinvestissement au Canada. Le terme « désinvestissement » désigne l'engagement des grands fonds de dotation, des régimes

they will not invest in any oil and gas projects or companies. They are eliminating them from the investment pool and betraying their responsibility to their shareholders simply because these companies operate in the natural resources sector.

Bill S-243 is related to divestment because it is so prescriptive that it will deter investment in our oil and gas companies. Its object is to mobilize Canada's financial sector against our energy sector with an eye towards achieving net-zero emissions by the year 2050. This plan does not bode well for a country whose most productive sector — by leaps and bounds, as per a just-released study by Philip Cross and Jack Mintz — is oil and gas. Cross and Mintz argue that resources are still Canada's golden goose. They drive exports, productivity, incomes and government revenue. This bill, in contrast, would undermine not just the free market and the energy sector, but the Canadian economy itself.

When I worked at the Toronto Stock Exchange and TSX Venture Exchange, the role of the business development group was to go around the world to pitch companies to list on our exchanges. Our main selling feature was access to capital, especially for the resource sectors and for junior exploration companies in these resource sectors.

But nowadays we see companies like Shell, which is Britain's most valuable company and the London Stock Exchange's biggest listing, considering leaving the London Stock Exchange in favour of the New York Stock Exchange. Why? Because the oil giant feels that the U.K. is an increasingly hostile investment environment. Access to capital is key to a flourishing resource sector. If companies can't get that access at home, they will go where they can get it.

What is happening with Shell and the London Stock Exchange should be a warning to a country like Canada, which through net-zero pledges and pursuits, emissions — or rather, production — caps and other anti-resource sector policies are making the country a hostile place for oil and gas companies and investors.

That is precisely the outcome Bill S-243 intends to bring about. And to do that it claims an extremely broad remit. For example, among other things, this bill interferes with who can and who cannot serve on the boards of reporting entities, including federal financial institutions and Canada Business Corporations Act regulated corporations. It mandates that each board must contain at least one member who has acute lived

de retraite, des fonds institutionnels et des banques à s'abstenir de tout investissement dans des entreprises ou des projets pétroliers et gaziers. Ils les éliminent du répertoire de leurs placements et trahissent ainsi leur responsabilité envers leurs actionnaires simplement parce que ces entreprises sont actives dans le secteur des ressources naturelles.

Le projet de loi S-243 porte sur le désinvestissement parce qu'il est si étroitement prescriptif qu'il découragera les investissements dans les sociétés pétrolières et gazières au Canada. Son objectif est de mobiliser le secteur financier canadien contre le secteur de l'énergie en vue d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Ce plan n'augure rien de bon pour un pays dont le secteur le plus productif — et de loin, selon une étude que Philip Cross et Jack Mintz viennent de publier — est celui du pétrole et du gaz. Cross et Mintz soutiennent en effet que les ressources demeurent la poule aux œufs d'or du Canada. Elles soutiennent les exportations, la productivité, les revenus et les recettes gouvernementales. Mais le projet de loi minerait non seulement le libre marché et le secteur de l'énergie, mais aussi l'économie canadienne elle-même.

Lorsque je travaillais à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX, le rôle du groupe de développement des affaires était de faire le tour du monde pour inciter les entreprises à s'inscrire à nos bourses. Notre principal argument de vente était l'accès au capital, surtout pour les secteurs des ressources et pour les petites sociétés de prospection de ces secteurs.

De nos jours, nous voyons des sociétés comme Shell, qui est la société britannique à la valeur la plus élevée et la plus importante cotée à la Bourse de Londres, envisager de laisser cette bourse pour s'inscrire à celle de New York. Pourquoi? Parce que le géant du pétrole a l'impression que le Royaume-Uni est un environnement d'investissement de plus en plus hostile. L'accès au capital est essentiel à la prospérité du secteur des ressources. Si les entreprises ne peuvent pas avoir accès au capital chez elles, elles iront là où elles peuvent l'obtenir.

L'exemple de Shell et de la Bourse de Londres devrait être un avertissement pour les pays comme le Canada qui, par des engagements et des efforts en matière de carboneutralité, par un plafonnement des émissions — ou plutôt de la production — et d'autres politiques défavorables au secteur des ressources créent un environnement hostile pour les sociétés et les investisseurs du secteur pétrolier et gazier.

C'est précisément le résultat auquel tend le projet de loi S-243. Et pour l'obtenir, il se déploie sur un champ d'action extrêmement vaste. Par exemple, il impose des contraintes aux nominations aux conseils d'administration des entités déclarantes, y compris aux institutions financières fédérales et aux sociétés assujetties à la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Il exige que chaque conseil d'administration compte au

experience related to the physical or economic damages of climate change.

It further stipulates that no person may be appointed to the board of a reporting entity if that person controls any capital, shares, stock or has any ownership or legal interest in an organization that does not meet the description of an entity in alignment with climate commitments. To be considered “in alignment,” an organization needs to be dedicated to avoiding new fossil fuel supply infrastructure and exploring for new fossil fuel reserves and instead planning for a fossil fuel-free future.

The object of these provisions is to ensure that no one with relevant experience in Canadian hydrocarbon energy will be allowed to serve on one of these boards while stipulating that each board will have at least one member whose principal contribution will be advocating for the sector to be dismantled.

This is about as hostile an investment environment as can be imagined, not to mention a serious encroachment on good corporate governance.

Bill S-243 and the net zero by 2050 movement, more generally, are ultimately counterproductive to their own goals. They contend that eliminating Canadian oil and gas will enable Canada to play a part in reducing global carbon dioxide emissions. The facts suggest the opposite.

In 2022, 82% of the world’s primary energy needs were met by oil, natural gas and coal. Global demand for these fuels is increasing, not decreasing. If the oil and gas the world wants and needs is not supplied by Canadian energy companies, it will be supplied by authoritarian regimes in poorly regulated, undemocratic countries with less respect for human rights or the environment. Emissions will go up and environmental performance will go down. There will be more hardship for everyday Canadians as our economy is hobbled, businesses and industries shut down, people lose their jobs and the price of energy soars. Meanwhile, global demand for oil and gas will be satisfied by countries other than Canada. Why would the government, regulators, banks and investors want to commit to that?

Again, to see the effects of policy that is too prescriptive, we need only look to Europe. As countries there have pursued similar policies, many energy-intensive manufacturers have either gone elsewhere, drastically cut back production or gone

moins un membre qui a vécu une expérience intense liée aux dommages physiques ou économiques causés par les changements climatiques.

Le projet de loi dispose en outre que ne peut être nommé au conseil d’une entité déclarante quiconque contrôle des capitaux, des actions ou des droits de vote ou détient une participation ou un intérêt reconnu en droit dans une organisation qui ne correspond pas à la description d’entité alignée sur les engagements climatiques. Pour être considérée comme « alignée », une organisation doit être déterminée à éviter toute nouvelle infrastructure d’approvisionnement en combustibles fossiles et toute prospection de nouvelles réserves de combustibles fossiles et plutôt à planifier un avenir sans combustibles fossiles.

L’objet de ces dispositions est de veiller à ce qu’aucune personne ayant une expérience pertinente dans le domaine de l’énergie des hydrocarbures au Canada ne soit autorisée à siéger à l’un de ces conseils, tout en garantissant que chaque conseil ait au moins un membre dont la principale contribution sera de préconiser l’anéantissement du secteur.

On en arrive ainsi non seulement à l’environnement d’investissement le plus hostile qu’on puisse imaginer, mais aussi à un empiètement important sur la bonne gouvernance d’entreprise.

De façon plus générale, le projet de loi S-243 et le mouvement vers la carboneutralité d’ici 2050 sont contre-productifs, en fin de compte. La thèse sous-jacente est que, s’il élimine son pétrole et son gaz, le Canada pourra jouer un rôle dans la réduction des émissions mondiales de dioxyde de carbone. Les faits infirment cette thèse.

En 2022, 82 % des besoins énergétiques primaires du monde étaient comblés par le pétrole, le gaz naturel et le charbon. La demande mondiale de ces carburants, loin de diminuer, est à la hausse. Si le pétrole et le gaz que le monde veut obtenir et dont il a besoin ne proviennent pas des entreprises canadiennes, ils seront fournis par des régimes autoritaires dans des pays mal réglementés et antidémocratiques qui respectent moins bien que nous les droits de la personne et l’environnement. Les émissions augmenteront et la performance environnementale diminuera. Les Canadiens ordinaires seront encore plus durement touchés, car l’économie sera paralysée, des entreprises et des industries fermeront leurs portes, des travailleurs perdront leur emploi et le prix de l’énergie grimpera en flèche. Entretemps, la demande mondiale de pétrole et de gaz sera satisfaite par des pays autres que le Canada. Pourquoi le gouvernement, les organismes de réglementation, les banques et les investisseurs voudraient-ils s’engager dans cette voie?

Quels sont les effets d’une politique trop étroitement prescriptive? Il suffit de voir ce qui se passe en Europe. Les divers pays européens adoptant des politiques semblables, de nombreux fabricants énergivores sont allés s’installer ailleurs,

out of business entirely. Manufacturing requires energy, and legislation like Bill S-243 is premised on making energy more expensive and less abundant.

Oil and gas are an essential pillar of Canada's prosperity. Investment in oil and gas is essential for the healthy functioning of our economy, for jobs, for innovation, for government revenues and for global emissions reductions.

Bill S-243 is a prescriptive, overreaching bill that, in aiming to suppress one of Canada's most productive industries, will do irrevocable damage to Canada instead.

Thank you.

The Chair: Thank you for your remarks. We go now to Mr. Usher for your opening comments.

Eric Usher, Director, Finance Initiative, United Nations Environment Programme: Thank you very much.

I am a director within the UN Environment Programme, or UNEP, with responsibilities as head of the UNEP Finance Initiative, or UNEPFI, a global partnership bringing together the UN with a group of some 550 global banks and insurers, including many from Canada, working to develop the sustainable finance agenda.

Over the years, we have established some of the most important sustainability-oriented frameworks within the finance industry, including the principles for responsible investment, principles to sustainable insurance and principles for responsible banking.

Please note that my remarks are made on a voluntary basis in my individual capacity and should not be understood to be a waiver of the privileges and immunities of the United Nations.

As is well-documented by the Basel Committee on Banking Supervision, and many others, climate change poses risks to the financial system. Actually, just last week, the Basel Committee formally incorporated climate risks into its core principles which set out the overarching standards for regulations to keep the global financial system stable.

It's increasingly acknowledged that misalignment of capital flows with global climate objectives may result in short, medium and long-term financial risks for financial institutions individually as well as affect financial stability overall.

ont considérablement réduit leur production ou ont carrément fermé leurs portes. Le secteur manufacturier a besoin d'énergie, et des mesures législatives comme le projet de loi S-243 visent à rendre l'énergie plus coûteuse et moins abondante.

Le pétrole et le gaz sont un pilier essentiel de la prospérité du Canada. L'investissement dans le pétrole et le gaz est essentiel au bon fonctionnement de notre économie, à la création d'emplois, à l'innovation, à la perception de recettes gouvernementales et à la réduction des émissions mondiales.

Le projet de loi S-243 est un projet de loi prescriptif et excessif qui, en visant à supprimer l'une des industries les plus productives du Canada, causera des dommages irréversibles au Canada.

Merci.

La présidente : Je vous remercie de votre intervention. Nous passons maintenant à M. Usher pour son exposé liminaire.

Eric Usher, directeur, Initiative financière, Programme des Nations unies pour l'environnement : Merci beaucoup.

Je suis directeur au Programme des Nations unies pour l'environnement, le PNUE, où je suis responsable de l'Initiative financière, un partenariat mondial qui réunit l'ONU et un groupe de quelque 550 banques et assureurs mondiaux — dont un grand nombre du Canada — qui travaillent à l'élaboration du programme de finances durables.

Au fil des ans, nous avons établi des cadres axés sur la durabilité parmi les plus importants dans le secteur financier, y compris les principes de l'investissement responsable, les principes de l'assurance durable et les principes des services bancaires responsables.

Je précise que je présente mes observations de façon volontaire et à titre personnel et qu'elles ne doivent pas être interprétées comme une renonciation aux privilèges et immunités des Nations unies.

Comme l'a bien expliqué le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, entre autres, les changements climatiques présentent des risques pour le système financier. En fait, pas plus tard que la semaine dernière, le Comité de Bâle a officiellement intégré les risques climatiques à ses principes de base qui établissent les normes générales de réglementation pour maintenir la stabilité du système financier mondial.

Il est de plus en plus reconnu que le mauvais alignement des flux de capitaux avec les objectifs climatiques mondiaux peut entraîner des risques financiers à court, à moyen et à long terme pour les institutions financières prises individuellement, ainsi qu'une incidence sur la stabilité financière globale.

Financial regulation can support and incentivize the alignment between financial flows and the global climate agenda in two ways. Firstly, it can help better manage the physical and transition risks stemming from climate change. The new Office of the Superintendent of Financial Institutions, or OSFI, B-15 Climate Risk Management guidance is an important tool to strengthen the resilience of Canada's financial institutions.

Secondly, financial regulation can build on voluntary industry commitments to incentivize financing for Canada's economic transition towards a sound and sustainable economy. In recent years, regulatory sustainable financing initiatives have increased substantially across jurisdictions, aiming at — for example — increasing transparency of sustainability information, addressing greenwashing and strengthening climate-related risk management practices. These developments are an important prerequisite for intensified net-zero alignments across the financial system and the entire economy. But it is also very important to note that financial regulation can only truly incentivize transition finance if mirrored by a whole-of-government approach to regulation and meaningful action and commitments in the real economy.

In line with global developments, Canada has expressed its commitment to transition to a carbon-neutral economy and society, and the Canadian Net-Zero Emissions Accountability Act was foundational, and I welcome Canada's recognition that the private sector — particularly the finance industry — has a key role to play. The establishment in 2018 of the Canadian expert panel on sustainable finance and in 2021 of the Sustainable Finance Action Council, or SFAC, are important steps in this regard.

Canada's approach of an active partnership between regulatory authorities and the industry is commendable. Voluntary industry action has been a key driver of sustainable finance in Canada, reflected in many financial institutions' integration of sustainability considerations into their operations. For example, they identify sustainability as a key priority within their business strategy. They reflect this in their governance and compensation policies. They establish systems to analyze the climate-related risks and impact of their financing, and have begun making sustainability disclosures.

Most of this is done voluntarily. Much of it as signatories to the UN frameworks or alliances that I mentioned, and voluntary and regulatory action must continue to work hand-in-hand, giving financial institutions the necessary room to innovate and,

La réglementation financière peut soutenir et encourager l'harmonisation entre les flux financiers et le programme climatique mondial de deux façons. Premièrement, il peut aider à mieux gérer les risques physiques et les risques de la transition liés aux changements climatiques. La nouvelle ligne directrice B-15 du Bureau du surintendant des institutions financières, ou BSIF, sur la gestion des risques climatiques, est un outil important si nous voulons renforcer la résilience des institutions financières du Canada.

Deuxièmement, la réglementation financière peut s'appuyer sur les engagements volontaires de l'industrie pour encourager le financement de la transition économique du Canada vers une économie saine et durable. Ces dernières années, les initiatives réglementaires sur le financement durable ont augmenté considérablement dans les différentes administrations, dans le but, par exemple, d'accroître la transparence de l'information sur la durabilité, de s'attaquer au blanchiment écologique et de renforcer les pratiques de gestion des risques liés au climat. Cette évolution est une condition préalable importante si nous voulons intensifier les alignements sur la carboneutralité dans l'ensemble du système financier et de l'économie. Mais il est également très important de noter que la réglementation financière ne peut vraiment encourager le financement de transition que si elle trouve un écho dans une approche pangouvernementale de la réglementation et est associée à des mesures et à des engagements significatifs dans l'économie réelle.

S'inscrivant dans les développements mondiaux, le Canada a exprimé son engagement à faire la transition vers une économie et une société carboneutres, et la Loi canadienne sur la responsabilité en matière de carboneutralité a joué un rôle fondamental. Je me réjouis que le Canada reconnaisse que le secteur privé, en particulier le secteur financier, a un rôle clé à jouer. La création, en 2018, du Groupe d'experts canadien sur la finance durable et, en 2021, du Conseil d'action en matière de finance durable, ou CAFD, sont des étapes importantes à cet égard.

L'approche du Canada en matière de partenariat actif entre les organismes de réglementation et l'industrie est louable. L'action volontaire de l'industrie a été un moteur clé de la finance durable au Canada, comme en témoigne l'intégration des considérations de durabilité dans les activités de beaucoup d'institutions financières. Par exemple, elles considèrent la durabilité comme une priorité clé de leur stratégie d'affaires. Elles en tiennent compte dans leurs politiques de gouvernance et de rémunération. Elles implantent des systèmes d'analyse des risques liés au climat et de l'impact de leur financement, et elles ont commencé à faire des déclarations sur la durabilité.

La plupart des activités sont volontaires et sont en grande partie le fait de signataires des cadres ou des alliances des Nations unies dont j'ai parlé. Les mesures volontaires et l'action réglementaire doivent continuer d'aller de pair, donnant aux

at the same time, signalling toward stronger market uptake, learning and ever-increasing ambition and innovation.

I welcome the focus of the “Climate-Aligned Finance Act,” or CAFA, on enhancing the reporting and disclosure of companies’ efforts to align their activities with net-zero commitments. This type of reporting is important for enhancing the transparency, credibility and the effectiveness of net-zero commitments across the economy, and ultimately to ensure the integrity of the transition. The development of international disclosure standards — including through the international sustainability standards board — should be advanced as to ensure optimal allocation of capital to the net-zero economy. Work with the Canadian Sustainability Standards Board, or CSSB, to develop reporting standards aligned with the International Sustainability Standards Board, or ISSB, is very welcome in this context.

On the issue of adjustments to risk weighting, I do wish to communicate a level of caution, as the right weights must — first and foremost — remain risk sensitive. To date, no jurisdiction has introduced changes to their risk weighting or their pillar 1 framework based on climate or sustainability considerations alone.

A few countries have, however, looked into the issue. The European Banking Authority recently looked into it and advised against changes due to operational challenges — essentially, how exactly to calculate and calibrate such risk weights plus potential distortion to risk management.

Likewise, the U.S. Federal Reserve does not seem currently inclined to introduce changes to risk weights based on their greenness, but for now I would therefore urge caution with regard to changes to risk weights and fully utilize other regulatory tools such as transition planning to incentivize the transition.

At a higher level, the role of financial regulation can only be effective if embedded in whole-of-government approach. A key aspect of this is the development of relevant sector emission reduction pathways for the real economy.

There is also the potential for a Canadian taxonomy to be used as a forward-looking tool to accelerate the net-zero transition. Taxonomies are often considered a static tool. It’s very important that regulatory frameworks are brought to be consistent. We have 40 countries developing taxonomies today. We need to forge them together to provide clarity and consistency to the

institutions financières la latitude voulue pour innover et, en même temps, manifestant une adoption plus importante par le marché, un apprentissage plus poussé et une ambition et une innovation toujours plus grandes.

J’accueille favorablement le fait que la Loi sur la finance alignée sur le climat met l’accent sur l’amélioration de la communication et de la déclaration des efforts déployés par les entreprises pour aligner leurs activités sur les engagements de carboneutralité. Ces rapports sont importants pour renforcer la transparence, la crédibilité et, au bout du compte, l’efficacité des engagements de carboneutralité dans l’ensemble de l’économie et, enfin, pour garantir l’intégrité de la transition. L’élaboration de normes internationales de déclaration — notamment grâce au Conseil international des normes de durabilité — devrait être mise de l’avant afin d’assurer une affectation optimale des capitaux à la transition vers la carboneutralité. Dans ce contexte, nous sommes très heureux de collaborer avec le Conseil canadien des normes d’information sur la durabilité pour élaborer des normes de rapport harmonisées avec celles du Conseil des normes internationales d’information sur la durabilité.

Pour ce qui est des ajustements à l’attente de risque, j’invite à la prudence, car les bons coefficients de pondération doivent, d’abord et avant tout, demeurer sensibles au risque. À ce jour, aucune administration n’a modifié son attente de risque ou les dispositions prises en conformité du Pilier 1 en fonction uniquement du climat ou de la durabilité.

Quelques pays se sont toutefois penchés sur la question. Ainsi, l’Autorité bancaire européenne déconseillait récemment d’apporter des changements en raison de problèmes opérationnels — essentiellement, comment calculer et calibrer exactement les coefficients de pondération avec la distorsion éventuelle de la gestion des risques.

De même, la Réserve fédérale américaine ne semble pas actuellement encline à modifier les coefficients de pondération du risque en fonction de leur caractère écologique, mais pour l’instant, je vous invite à la prudence en ce qui concerne pareils changements et à faire jouer pleinement d’autres outils réglementaires, comme la planification de la transition pour mieux la favoriser.

De manière générale, le rôle de la réglementation financière ne peut être efficace que s’il s’inscrit dans une démarche pangouvernementale. Un aspect essentiel de cette démarche est l’élaboration de voies de réduction des émissions sectorielles pertinentes pour l’économie réelle.

Il y a aussi la possibilité d’utiliser une taxonomie canadienne comme outil prospectif pour accélérer la transition vers la carboneutralité. Les taxonomies sont souvent considérées comme un outil statique. Il est très important d’uniformiser les cadres réglementaires. Une quarantaine de pays sont en train d’élaborer des taxonomies aujourd’hui. Nous devons les élaborer ensemble

financial and private sector needs. With that, I will yield. Thank you.

The Chair: Thank you very much for your testimony here today and your patience with our technical problems. We will get right into the questions, and I suggest that you direct your questions to whom you want to answer.

Senator Loffreda: Thank you, Ms. Pappano and Mr. Usher. I have a question for Mr. Usher. I have a letter dated December 4, 2023, from you in front me, and one sentence that caught my eye is:

To play the role and accelerate the decarbonization of their portfolios, Canadian and global financial institutions need a predictable and enabling policy environment.

As a former banker, I love the word “predictable.” It leads to sound judgment and sound decisions. Can you predict the economic impacts of this bill? Are they predictable? If they are, I am certain it will reassure our committee to maintain a sustainable economy going forward.

Mr. Usher: It’s a very important question. I would give one example as part of my answer — what I would call “the Tesla effect.” Not to comment on the CEO of the electric vehicle company, but there is no industry today that doesn’t believe that change and disruption are just a month or a year away. We’ve seen that in the automotive sector. Predictability is what investors and financiers are looking for to understand how the world will be changing. When we talk about climate, there is physical climate change, which is what we call physical risks, but there is also transition risk in understanding how policies and technologies are going to change the competitiveness of different actors within different industries and sectors.

I think what’s critically important here is we are asking whether predictability requires the ability for an industry not to look to the past in terms of risk management to understand what failed in the past so that we don’t do it again in the future, but to be able to look forward and try to be predictive about how the world is going to change, how every industry that we as a bank finance is going to change and who are going to be the winners and losers in that change.

In terms of the predictability that they are looking for, they are trying to understand, one, the science because they can look at the parts per million of carbon in the atmosphere and realize that climate change is not going away. It’s ever-present and it is — as I’ve mentioned — now considered clearly to be a financial risk. It’s not just a climate risk. Two, they want to be predictive on what the government policy response is going to be to help

pour répondre avec clarté et cohérence aux besoins du secteur financier et privé. Sur ce, je cède la parole. Merci.

La présidente : Merci beaucoup de votre témoignage et de votre patience au sujet de nos problèmes techniques. Nous allons passer tout de suite aux questions, et je propose que vous les adressiez directement aux personnes que vous voulez voir répondre.

Le sénateur Loffreda : Merci, madame Pappano et monsieur Usher. J’ai une question pour M. Usher. J’ai devant moi une lettre de vous, datée du 4 décembre 2023. Je vous lis une phrase qui a retenu mon attention :

Afin de jouer leur rôle et d’accélérer la décarbonisation de leurs portefeuilles, les institutions financières canadiennes et mondiales ont besoin d’un environnement politique prévisible et favorable.

En tant qu’ancien banquier, j’adore le mot « prévisible ». Cela aide au bon jugement et aux bonnes décisions. Pouvez-vous prévoir les répercussions économiques de ce projet de loi? Est-ce qu’elles sont prévisibles? Si elles le sont, je suis certain que cela va rassurer notre comité quant au maintien d’une économie durable pour l’avenir.

M. Usher : C’est une question très importante. Je vais vous donner l’exemple de ce que j’appelle « l’effet Tesla ». Non pas que je veuille me prononcer sur le PDG de l’entreprise de véhicules électriques, mais il n’y a pas une industrie aujourd’hui qui met en doute l’arrivée imminente de changements et de perturbations. Nous le voyons dans le secteur de l’automobile. La prévisibilité est ce que les investisseurs et les financiers recherchent pour comprendre comment le monde va changer. Lorsque nous parlons de climat, il y a le changement climatique physique, il y a ce que nous appelons les risques matériels, mais il y a aussi le risque de transition, où on se demande comment les politiques et les technologies vont changer la compétitivité de différents acteurs dans différents secteurs.

Ce qui est d’une importance cruciale ici en prévisibilité et en gestion des risques, c’est de se demander si un secteur est capable de ne pas regarder en arrière pour comprendre ce qui n’a pas marché et éviter de faire pareil à l’avenir, mais plutôt de regarder en avant et d’essayer de prédire comment le monde va changer, comment va changer chaque industrie que les banques financent, qui gagnera et qui perdra au change.

La prévisibilité qu’on recherche en affaires, ce qu’on essaie de comprendre, premièrement, ce sont les données scientifiques, parce qu’à suivre le nombre de parties par million de carbone dans l’atmosphère, on voit bien que les changements climatiques ne vont pas disparaître. Ils sont toujours là et, comme je le disais, ils sont clairement considérés maintenant comme un risque financier, pas seulement un risque climatique. Deuxièmement,

manage both those physical risks and also the transition away from high carbon forms of the economy.

So it's very critical for them to see and understand the intentionality of government and the whole-of-government approach, which will allow them to take investment decisions or lending decisions that gives them a certainty that they can be forward-looking in a knowledgeable way to do their job.

The Chair: Thank you, Mr. Usher.

Senator Marshall: My question is for Ms. Pappano. Thank you very much for being here. The material we were provided is very interesting.

It says you put forward proposals at the annual general meetings of several banks, but your proposals failed. I would think that shareholders are trying to balance environmental issues while trying to maximize the return on their investment. You said that you're going to try again.

Are you able to tell us why your proposals failed? You have to look backward and try to determine why because you said you were going to try again. I'd be very interested in knowing why you think you failed and how you're going to go into the future. How you're going to revise your proposal.

Ms. Pappano: This year was our second year doing shareholder proposals, and it's very difficult to allow people to have a vote against what the board is recommending. The whole process involves a lot of work to vote against what the board and management team are recommending.

A lot of institutional investors just use proxy services. It's a very complicated process.

What I intend to do next year is to approach large investors and state my case to them well before the meetings and try to get them to vote against what the board and the management team are telling them to do.

I did receive lots of support, even from some board members who are involved in mining companies and other industries that rely on the oil and gas sector. They sympathized with my plight, and they said to keep at it, things will change. The other proposals started about five years ago, and they have slowly gained more support.

Senator Marshall: I had the impression that it was three banks that were involved, but it was all the large banks?

on veut pouvoir prédire quelle sera la réponse stratégique du gouvernement pour être en mesure de gérer à la fois les risques matériels et la transition vers une économie à faible teneur en carbone.

Pour les investisseurs et les financiers, il est donc très important de voir et de comprendre l'intention du gouvernement et l'approche pangouvernementale. C'est ainsi qu'ils pourront prendre des décisions d'investissement ou de crédit avec un degré de certitude sur lequel ils pourront compter à l'avenir pour faire leur travail.

La présidente : Merci, monsieur Usher.

La sénatrice Marshall : Ma question s'adresse à Mme Pappano. Merci beaucoup de votre présence. La documentation qui nous a été fournie est très intéressante.

On dit que vous avez présenté des propositions aux assemblées générales annuelles de plusieurs banques, mais qu'elles ont été rejetées. Je pense que les actionnaires visent l'équilibre des enjeux environnementaux tout en essayant de maximiser le rendement de leur investissement. Vous avez dit que vous alliez essayer de nouveau.

Êtes-vous en mesure de nous dire pourquoi vos propositions ont échoué? Il faut regarder en arrière et essayer de déterminer pourquoi parce que vous avez dit que vous alliez essayer de nouveau. J'aimerais beaucoup savoir pourquoi vous pensez avoir échoué et comment vous allez vous y prendre à l'avenir. Comment allez-vous réviser votre proposition?

Mme Pappano : Cette année, c'était la deuxième année que nous faisons des propositions aux actionnaires, et il est très difficile d'amener les gens à voter contre ce que le conseil recommande. Le processus est ainsi fait qu'il faut beaucoup d'efforts pour aller à l'encontre de la recommandation du conseil d'administration et de la direction.

Beaucoup d'investisseurs institutionnels votent par procuration, suivant un processus très compliqué.

Ce que j'ai l'intention de faire l'année prochaine, c'est d'approcher les grands investisseurs et de leur présenter mon dossier bien avant les réunions, pour essayer de les amener à voter contre ce que le conseil d'administration et la direction leur disent de faire.

J'ai reçu beaucoup d'appuis, même de la part d'administrateurs de sociétés minières et d'autres industries qui dépendent du pétrole et du gaz. Ils ont sympathisé avec moi et m'ont dit de continuer, que les choses allaient changer. Les autres propositions ont commencé il y a environ cinq ans, et elles ont peu à peu rallié des appuis.

La sénatrice Marshall : J'avais l'impression que c'était trois banques qui étaient en cause, mais c'était toutes les grandes banques?

Ms. Pappano: Last year it was three banks, this year it was five banks.

Senator Marshall: Thank you very much. That is interesting.

Senator C. Deacon: Mr. Usher, you have more of an international perspective than many of us have access to. When you look at OSFI's rule B-15, how does it need to be strengthened in order to keep Canada moving in the direction that is the intention of Bill S-243? To me, that is an existing tool that is available to address this issue, and maybe we could be pushing to keep that moving forward.

Mr. Usher: I'm not going to speak as an expert on the OSFI rule. The disclosures are definitely the starting point for any corporate actor, including banks or even investors, to understand their exposure and their risk.

One of the key challenges, obviously, is the comparability of disclosures. This is my reference to the ISSB, the CSSB and the ratcheting up to provide more and more transparency to understand where the risks lie. I believe that B-15 is a big step forward in that direction. My sense is that often the challenges, particularly when we deal with big Canadian banks that are very exposed south of the border and around the world, is that disclosure methodologies are still varying across jurisdictions — the comparability issue has still a lot of work to be done.

This is why ISSB and CSSB is quite important. What you want is clarity, whether you're investing in one jurisdiction or another, that you can do the comparability. As we know, climate is a global issue, and therefore we need a more of a coming together framework. I can't say more about OSFI B-15 at this point.

Senator C. Deacon: The answer I get from that is that it's clearly about greater transparency in a way that is interoperable between markets. It is comparable between markets. That would be the only way to keep improving and keep strengthening it that you're aware of.

Mr. Usher: That's a very important starting point. Everyone needs to get transparent as a first step to understand where the risks lie. Then, of course — and I think a lot of purpose of the CAFA bill — where do you build from there? That's when you start to get into the territory of transition plans and the role of not only getting the snapshot of what the carbon footprint of a company is today, but, more importantly, how you can understand where they're going tomorrow and how you can assess that risk.

Mme Pappano : L'an dernier, c'était trois banques; cette année, c'est cinq.

La sénatrice Marshall : Merci beaucoup. C'est intéressant.

Le sénateur C. Deacon : Monsieur Usher, vous avez une perspective plus internationale que beaucoup d'entre nous. Lorsque vous examinez la ligne directrice B-15 du BSIF, comment faut-il la renforcer pour que le Canada continue d'avancer dans la direction indiquée par le projet de loi S-243? À mon avis, c'est un outil dont nous disposons déjà pour régler le problème, et nous pourrions peut-être faire pression pour continuer d'aller dans ce sens.

M. Usher : Je ne suis pas un expert de la ligne directrice du BSIF. Les divulgations sont certainement le point de départ pour toute entreprise commerciale, y compris les banques ou même les investisseurs, pour comprendre son degré d'exposition et son risque.

Une des principales difficultés, évidemment, est la comparabilité des divulgations. C'est là qu'interviennent l'ISSB, le CCNID, c'est-à-dire le Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité, et l'effort progressif pour obtenir toujours plus de transparence et comprendre où se situent les risques. Je crois que la ligne directrice B-15 est un grand pas dans cette direction. J'ai l'impression que, souvent, le problème, surtout lorsque nous avons affaire à de grandes banques canadiennes qui sont très exposées au sud de la frontière et partout dans le monde, c'est que les méthodes de divulgation varient toujours d'un État à l'autre. Il y a encore beaucoup de travail à faire en matière de comparabilité.

C'est pourquoi l'ISSB et le CCNID sont très importants. Qu'on investisse dans un État ou dans un autre, ce qu'on veut, c'est de la clarté, sans quoi il n'y a pas de comparaisons possibles. Comme nous le savons, le climat est un enjeu mondial et, par conséquent, nous avons davantage besoin d'un cadre de concertation. Je ne peux pas en dire plus au sujet de la ligne directrice B-15 du BSIF.

Le sénateur C. Deacon : La réponse que j'en tire, c'est qu'il s'agit clairement d'avoir plus de transparence d'une manière qui puisse fonctionner entre les marchés. C'est comparable d'un marché à l'autre. À votre connaissance, ce serait la seule façon de continuer à l'améliorer et à la renforcer.

M. Usher : C'est un point de départ très important. Tout le monde doit d'abord faire preuve de transparence pour comprendre où se situent les risques. Ensuite, bien sûr — et c'est là en bonne partie l'esprit du projet de loi S-243 —, où faut-il aller? C'est là qu'on commence à parler de plans de transition et du rôle qui consiste non seulement à obtenir un instantané de l'empreinte carbone d'une entreprise aujourd'hui, mais, ce qui est encore plus important, à comprendre où elle s'en va demain et comment évaluer ce risque.

The Chair: Thank you.

Senator Gignac: My first question will be for Ms. Pappano. As fair disclosure, to recognize the importance of oil and gas industry in Canada —

Having said that, I want to continue on the same angle as Senator Marshall about the action in the annual meeting. In your proposal to Suncor shareholders in the recent annual meeting, you argued that Suncor's net-zero pledge is a costly and economically risky crusade based on dogma and ideology. You add that Suncor has an economic and moral obligation to drop their net-zero targets. The company response to your statement mentioned that they will commit to decarbonizing.

Your proposal has been rejected by 99% of shareholders at the annual meeting. Since shareholders focus on economic gain, could you explain why your proposal has been rejected? Is it because you go a little bit too far?

Ms. Pappano: I don't purport to know what is in the minds of the shareholders, but I do know that it takes efforts to make a change when the management team and the board of directors are telling you to vote against a proposal. Again, I received support, and I will be out there again.

There has been no detailed or costed plan — or any plan at all — for achieving net zero. My issue is with Canada. I care about everyday Canadians. What will Canada do without our oil and gas sector? China is opening two coal mines a month, I believe. This is a global initiative, but my motivation is for everyday Canadians.

The manufacturing sector in Ontario especially depends on the oil and gas sector. What will we export? What will Canadians do? How will this affect jobs? Social risks are also important risks to consider. For innovation, for everything, for our economy, we need investment. These prescriptive bills are taking away investment, making it very hard for banks to invest in oil and gas companies.

The Chair: Thank you for that. Just to be clear here, your interpretation of the bill is that it will also restrict investment in the transition to net zero, not just the actual financing of oil and gas activity generally.

Ms. Pappano: Yes, it will affect the financing in general, but it will also affect our economy if we don't have these sectors, which are our golden geese.

[Translation]

Senator Miville-Dechêne: I have a question for Mr. Usher.

La présidente : Merci.

Le sénateur Gignac : Ma première question s'adresse à Mme Pappano. En fait de juste divulgation, reconnaître l'importance de l'industrie pétrolière et gazière au Canada...

Cela dit, j'aimerais poursuivre dans la même veine que la sénatrice Marshall au sujet des interventions aux assemblées annuelles. Dans votre proposition aux actionnaires de Suncor lors de la récente assemblée annuelle, vous avez fait valoir que la promesse de carboneutralité de Suncor repose sur le dogme et l'idéologie et devient une croisade coûteuse et risquée sur le plan économique. Vous ajoutez que Suncor a l'obligation économique et morale d'abandonner ses objectifs de carboneutralité. Dans sa réponse, l'entreprise disait qu'elle s'engagerait à se décarboniser.

Votre proposition a été rejetée par 99 % des actionnaires à l'assemblée annuelle. Puisque les actionnaires se concentrent sur le profit, pouvez-vous expliquer pourquoi votre proposition a été rejetée? Est-ce parce que vous allez un peu trop loin?

Mme Pappano : Je ne prétends pas savoir ce que pensent les actionnaires, mais je sais qu'il faut faire des efforts pour apporter un changement lorsque la direction et le conseil d'administration vous disent de voter contre une proposition. Encore une fois, j'ai reçu des appuis et je vais revenir à la charge.

Il n'y a eu aucun plan détaillé ou chiffré — aucun plan du tout — pour atteindre la carboneutralité. Ce qui me préoccupe, c'est le Canada. Je me soucie des Canadiens ordinaires. Que fera le Canada sans son secteur pétrolier et gazier? La Chine ouvre deux mines de charbon par mois, je crois. C'est une initiative mondiale, mais moi, je le fais pour les Canadiens ordinaires.

Le secteur manufacturier en Ontario dépend surtout du pétrole et du gaz. Qu'allons-nous exporter? Que feront les Canadiens? Quelle incidence y aura-t-il sur les emplois? Les risques sociaux sont aussi importants à considérer. Pour l'innovation, pour tout, pour notre économie, nous avons besoin d'investissements. Ces projets de loi prescriptifs chassent les investissements, ce qui rend très difficile pour les banques d'investir dans les sociétés pétrolières et gazières.

La présidente : Merci. Pour que ce soit bien clair, votre interprétation du projet de loi est qu'il limitera également l'investissement dans la transition vers la carboneutralité, et pas seulement le financement effectif de l'activité pétrolière et gazière en général.

Mme Pappano : Oui, cela va affecter le financement en général, mais cela va aussi affecter notre économie si nous n'avons pas ces secteurs-là; ce sont nos poules aux œufs d'or.

[Français]

La sénatrice Miville-Dechêne : J'ai une question pour M. Usher.

You spoke glowingly about the part of Bill S-243 that deals with disclosure. Could you explain, in simple, understandable terms, how, on disclosure, the Climate Aligned Finance Act is more advanced and better for the climate than what exists with current regulators?

[English]

Mr. Usher: OSFI's rule B-15 is a very important first step. To some of the comments of my fellow witness, we have to understand that managing risks also means understanding that the world is changing. If we are not able to invest along these changes, we are going to be left behind.

Let me give you an example. Larry Fink, who is the CEO of BlackRock, the largest investor in the world, is under a lot of pressure in the United States around the issue of climate transition. His annual letter is read by the entire financial industry. This year, his financial letter said this is not about climate activism. This is about the fact that the world is changing, and for our shareholders, we're going to be a winner in driving those changes. We are going to do good business in essentially driving the energy transition. I think where CAFA becomes very important is as a structure for the financial community in Canada to take an active role in showing the role they will play in driving that transition.

We have to understand the oil and gas industry. It has historically been a very important provider to the Canadian economy, driving jobs, but it is exposed to risk. It is not the cleanest source of oil that is going to be the last drop, it's the cheapest, and Canadian oil and gas are not the cheapest. From the CAFA alignment methodology, it looks at the idea of aligning with the transition, which is clearly based on the science but also based on industrial action around the world, which is showing that this is happening.

Therefore, it is critically the notion of moving from managing your risks in a very transactional way to managing it in alignment of your portfolio way, which means aligning it with the changing economy. That's the benefit of CAFA.

Senator Varone: My issue is with board governance. Other than my fellow senators, who else is a climate expert and how do you become a climate expert? What schooling does one need to do?

I've taken courses through the Institute of Corporate Directors in Ontario, and I went on their website this morning, and there's not a single program for climate. They have it on governance, they have it on diversity, equity and inclusion, but the human elements of the banks, they're run by human beings. How do they become experts? And I want to address this question to both

Vous avez parlé en termes élogieux de toute la partie du projet de loi S-243 qui parle de divulgation. Pourriez-vous, en termes simples et compréhensibles, nous expliquer en quoi, sur la divulgation, la Loi sur la finance alignée sur le climat est plus avancée et meilleure pour le climat que ce qui existe avec les régulateurs actuels?

[Traduction]

M. Usher : La ligne directrice B-15 du BSIF est une première étape très importante. En réaction à certains propos de ma collègue témoin, nous devons comprendre que la gestion des risques signifie aussi comprendre que le monde change. Si nous ne sommes pas capables d'investir dans les changements en cours, nous allons traîner de la patte.

Permettez-moi de vous donner un exemple. Larry Fink, le PDG de BlackRock, le plus important investisseur au monde, subit beaucoup de pression aux États-Unis sur la question de la transition climatique. Sa lettre financière annuelle est lue par l'ensemble du secteur financier. Cette année, sa lettre disait que ce n'est pas une affaire d'activisme climatique. Le fait est que le monde est en train de changer, et pour nos actionnaires, nous allons devenir les champions de ces changements. Nous allons faire de bonnes affaires en menant essentiellement la transition énergétique. Je pense que la Loi sur la finance alignée sur le climat devient très importante en offrant un cadre où la communauté financière du Canada puisse montrer concrètement quel rôle elle entend jouer aux commandes de cette transition.

Nous devons comprendre l'industrie pétrolière et gazière. Elle a toujours joué un rôle très important dans l'économie canadienne en créant des emplois, mais elle est exposée au risque. Ce n'est pas la source de pétrole la plus propre qui sera la dernière goutte, c'est la moins chère, et le pétrole et le gaz canadiens ne sont pas les moins chers. À partir de la méthode d'alignement de la LFAC, on examine l'idée de l'alignement sur la transition, qui est manifestement fondée sur la science, mais aussi sur l'action industrielle dans le monde, ce qui montre que c'est ce qui se passe.

Par conséquent, il est essentiel de passer d'une gestion très transactionnelle des risques à une gestion harmonisée sur votre portefeuille, ce qui signifie qu'il faut l'aligner sur l'évolution de l'économie. C'est l'avantage de la LFAC.

Le sénateur Varone : Ce qui me préoccupe, c'est la gouvernance du conseil d'administration. À part mes collègues sénateurs, qui d'autre est un expert du climat et comment en devenez-vous un? Quelles études faut-il faire?

J'ai suivi des cours à l'Institut des administrateurs de sociétés de l'Ontario, dont j'ai consulté le site Web ce matin, et il n'y a pas un seul programme concernant le climat. Il y en a sur la gouvernance, la diversité, l'équité et l'inclusion, mais les éléments humains des banques, elles sont dirigées par des êtres humains. Comment deviennent-ils des experts? J'aimerais vous

of you: Where do you go? What is the schooling? What makes you an expert to make the decisions that need to be made?

The Chair: We'll get a brief answer from both of you, please. Mr. Usher to start; you have about 30 seconds.

Mr. Usher: Very good question, very challenging, but the reality is, when you have a requirement or an expectation, you have to figure out the means to deliver, and so I think the pressure is on. Big banks, global banks today are scaling up their capacity not in a centralized way, but across their sectoral business teams — steel, cement, agriculture — they're getting the climate expertise into those teams. That comes from the board right down to the operational level. It's a challenge, but the reality is sometimes having expectations around governance also drives the scaling up of those capacities.

Ms. Pappano: The prescription, you're eliminating anybody with any kind of oil and gas experience, which doesn't mean they don't understand climate because I'm quite sure they do given the past years they have been working in oil and gas. Telling people they can't be on a board or a company can't appoint an expert on their board by virtue of the fact that they belong to a certain industry is bad governance. I don't believe that's good corporate governance.

The Chair: Thank you very much.

Senator Massicotte: Thank you for being with us today. I would address myself to Mr. Usher. I totally agree with the objectives, the risks and the fact that we have serious challenges and we're seriously engaged, but my problem today is Bill S-243. That's the issue I have that we have to decide shortly. What are you recommending? Are you recommending we approve the bill as proposed or that we do otherwise with it? Can you comment on that?

Mr. Usher: I would say I'm highly supportive of the bill. The only part I would put a caution on is risk weighting because I believe that's an unproven area because it's still not clear whether low carbon is less risky than high carbon. Obviously, it varies by industry, but overall, the rationale of the bill, I would say personally I'm very supportive of it.

I think the industry is supportive of it, and part of the problem is that they're looking for policy certainty and they're looking for interoperability between jurisdictions. As we know, other

poser la question suivante à tous les deux : où allez-vous? Quelle est la scolarité? Qu'est-ce qui fait de vous un expert pour prendre les décisions qui s'imposent?

La présidente : Je vous demanderais à tous les deux de répondre brièvement. Monsieur Usher, vous avez environ 30 secondes.

M. Usher : Très bonne question, très difficile, mais la réalité, c'est que quand vous avez une exigence ou une attente, vous devez trouver les moyens de livrer la marchandise, et je pense que la pression est là. De nos jours, les grandes banques et les banques mondiales augmentent leur capacité non pas de façon centralisée, mais dans l'ensemble de leurs équipes sectorielles — acier, ciment, agriculture —, elles intègrent l'expertise climatique dans ces équipes. Cela va du conseil d'administration jusqu'au niveau opérationnel. C'est un défi, mais la réalité, c'est que parfois le fait d'avoir des attentes en matière de gouvernance stimule également le renforcement de ces capacités.

Mme Pappano : La prescription, vous éliminez quiconque a une expérience quelconque du pétrole et du gaz, ce qui ne veut pas dire qu'il ne comprend pas le climat, car je suis certaine qu'il le comprend, étant donné les années passées à travailler dans le secteur pétrolier et gazier. Dire aux gens qu'ils ne peuvent pas faire partie d'un conseil d'administration ou qu'une entreprise ne peut pas nommer un expert au sein de son conseil d'administration parce qu'ils font partie d'une industrie donnée est de la mauvaise gouvernance. Je ne crois pas qu'il s'agisse là d'une bonne gouvernance d'entreprise.

La présidente : Merci beaucoup.

Le sénateur Massicotte : Merci d'être parmi nous aujourd'hui. Je m'adresse à M. Usher. Je suis tout à fait d'accord avec les objectifs, les risques et le fait que nous avons de graves défis à relever et que nous sommes sérieusement engagés en ce sens, mais mon problème aujourd'hui, c'est le projet de loi S-243. C'est la question que je me pose et que nous devons trancher sous peu. Que recommandez-vous? Recommandez-vous que nous approuvions le projet de loi tel qu'il est proposé ou que nous procédions autrement? Qu'en pensez-vous?

M. Usher : Je dirais que j'appuie fortement le projet de loi. La seule mise en garde que je ferais concerne la pondération du risque, car je crois qu'il s'agit d'un domaine qui n'a pas fait ses preuves, puisqu'on ne sait toujours pas si les secteurs à faibles émissions de carbone présentent moins de risques que ceux à fortes émissions de carbone. Évidemment, cela varie d'une industrie à l'autre, mais dans l'ensemble, pour ce qui est de la raison d'être du projet de loi, je dirais personnellement que je l'appuie sans réserve.

Je pense que l'industrie est en faveur, et le problème tient en partie au fait qu'elle cherche à obtenir une certitude en matière de politiques et une interoperabilité entre les administrations.

jurisdictions are moving more quickly than Canada, and so the Canadian financial actors risk being left behind.

Senator Massicotte: We had Mark Carney yesterday as a witness. He also wanted to exclude all the financial compensation or incentives that are in the bill. Are you okay with it?

Mr. Usher: You mean in terms of integrating the compensation packages?

Senator Massicotte: Yes, but also really how it could be motivated or organized to be more constructive or more real.

Mr. Usher: To give you a global perspective, within our global banking framework, the UN Principles for Responsible Banking, 30% of banks globally integrate sustainability objectives into compensation of senior management, so it's starting to become an industry norm. I don't know the numbers in Canada, but I think that it is becoming normal practice in many jurisdictions. Of course, there's some detail about how that has to be done with good governance, but, overall, I would be supportive of including it within both governance and compensation.

Senator Massicotte: Thank you.

Senator Yussuff: Thank you, witnesses, for being here. Mr. Usher, I have a couple of questions in regard to your testimony and specifically on the bill.

I hear you loud and clear in regard to bank practices and lending, and I guess this will apply to the oil and gas sector. You're saying the methodology is not fully proven yet, and so there is risk in doing something when don't know the outcome.

In regard to the general public shareholders, and for that matter public policy, do you believe that disclosure by banks in regard to their assets and where those assets are held should be compulsory in the context of knowledge by the public? It's not the banks' money. It's Canadians' and shareholders' money, but equally, in terms of public policy objectives for the government trying to meet our net-zero targets between 2030 and 2050, do you think there should be more enhancement in regards to disclosure by banks so we know what our banks are doing, but equally, if you're buying shares in a bank, you have an understanding what they're doing regarding their investment policy.

Comme nous le savons, d'autres pays agissent plus rapidement que le Canada, de sorte que les acteurs financiers canadiens risquent d'être laissés pour compte.

Le sénateur Massicotte : Mark Carney témoignait devant nous hier. Il voulait aussi exclure toutes les mesures incitatives ou liées à la rémunération qui sont dans le projet de loi. Êtes-vous d'accord?

M. Usher : Vous voulez parler de l'intégration des régimes de rémunération?

Le sénateur Massicotte : Oui, mais aussi de la façon dont il pourrait être motivé ou organisé pour être plus constructif ou plus réel.

M. Usher : Pour vous donner une perspective mondiale, si l'on prend notre cadre bancaire mondial, les Principes pour une banque responsable des Nations unies, 30 % des banques à l'échelle mondiale intègrent les objectifs de durabilité dans la rémunération des dirigeants. Cela commence donc à devenir une norme de l'industrie. Je ne connais pas les chiffres pour le Canada, mais je pense que cela devient une pratique normale dans de nombreux pays. Bien sûr, il y a des détails sur la façon dont cela doit se faire dans le cadre d'une bonne gouvernance, mais, dans l'ensemble, je serais en faveur de l'inclure à la fois dans la gouvernance et dans la rémunération.

Le sénateur Massicotte : Merci.

Le sénateur Yussuff : Je remercie les témoins de leur présence. Monsieur Usher, j'ai quelques questions concernant votre témoignage et plus particulièrement le projet de loi.

Je comprends parfaitement ce que vous dites en ce qui concerne les pratiques des banques et les prêts, et je suppose que cela s'appliquera au secteur pétrolier et gazier. Vous dites que la méthodologie n'a pas encore fait toutes ses preuves et qu'il y a donc un risque à faire quelque chose quand on ne connaît pas les conséquences.

En ce qui concerne les actionnaires du grand public et, au demeurant, la politique gouvernementale, croyez-vous que la divulgation par les banques de leurs actifs et de là où ils sont détenus devrait être obligatoire dans le contexte de la connaissance par le public? Ce n'est pas l'argent des banques. C'est l'argent des Canadiens et des actionnaires, mais également, en ce qui concerne les objectifs de politique publique du gouvernement visant à atteindre nos cibles de carboneutralité entre 2030 et 2050, pensez-vous qu'il devrait y avoir plus d'améliorations pour ce qui est de la divulgation par les banques afin que nous sachions ce que font nos banques. Ainsi, si vous achetez des actions d'une banque, vous comprenez ce qu'elle fait en ce qui concerne sa politique de placement.

Mr. Usher: Yes, I would agree to that. As a comparison, when you buy a can of soup, you look on the back and see what the ingredients are. When you have your pension or when you are investing in bank stocks or taking them as a client, you should have the transparency to understand their position and essentially their exposure and actions.

Of course, it has to be done in a way that is manageable, and one of the challenges we have with a lot of banks is the number of compliance disclosures they're being asked to do. It's a heavy lift, and I think it has to be realized that regulators play a role to also be reasonable in how they expect disclosures to be done.

Overall, we believe that is important, and in certain jurisdictions, because of this transparency, you're starting to understand much more the state of the transition in different industries, which then creates a reinforcement of the desire to invest in success. Certainly, Europeans are the lead on that. They put in place their taxonomy, which is very transparent, and now you start to see the state of where capital expenditure is going within companies within every industry in Europe, and you can sense which industry is falling behind and which industry is out ahead. So, ultimately, transparency helps drive forward the economic solutions that are needed.

The Chair: Thank you very much. We'll try and come back to you on a second round if we have time.

Senator Galvez: Thank you. My question is also to Mr. Usher.

I've been observing how these countries and jurisdictions are evolving and the impact on other areas. Will you agree with me that if the financial sector of Canada — you said that it's a bit behind — doesn't move in this direction, it will affect other things, like, for example, our growth, our competitiveness? We are about to pass a study on a sustainable jobs act. How will we finance this if the finance sector doesn't move? Here in Canada, the finance sector is not only the banks but also the pension plans and insurance.

Mr. Usher: Yes, I would agree, and I think the future of Canada's economic development has to centre on addressing climate issues, and I think maybe the oil and gas industry has a role to play in that, but certainly the banking and investment industry do.

It's not only a question of how they're dealing with oil and gas. It's how actively are they investing in the transition. Canadian banks are not leaders in investing in renewables, and I

M. Usher : Oui, je suis d'accord. À titre de comparaison, quand vous achetez une boîte de soupe, vous regardez sur l'étiquette et vous voyez quels sont les ingrédients. Quand vous avez votre régime de retraite ou quand vous investissez dans des actions bancaires ou que vous les prenez en votre qualité de client, vous devriez avoir la transparence nécessaire pour comprendre leur position et, essentiellement, leur exposition et leurs actions.

Bien sûr, il faut que ce soit gérable, et l'un des défis que nous avons avec beaucoup de banques, c'est le nombre de divulgations de conformité qu'on leur demande de faire. C'est un fardeau lourd, et je pense qu'il faut comprendre que les organismes de réglementation jouent un rôle pour aussi être raisonnables dans la façon dont ils s'attendent à ce que les divulgations soient faites.

Dans l'ensemble, nous croyons que c'est important, et dans certaines administrations, en raison de cette transparence, on commence à comprendre beaucoup plus l'état de la transition dans différentes industries, ce qui renforce le désir d'investir dans la réussite. Les Européens sont certainement les chefs de file à cet égard. Ils ont mis en place leur taxonomie, qui est très transparente, et maintenant vous commencez à voir où vont les dépenses en capital dans les entreprises de chaque industrie en Europe, et vous pouvez voir quelle industrie est en retard et laquelle est en avance. En fin de compte, la transparence aide à faire avancer les solutions économiques nécessaires.

La présidente : Merci beaucoup. Nous essaierons de vous redonner la parole au deuxième tour si nous en avons le temps.

La sénatrice Galvez : Merci. Ma question s'adresse également à M. Usher.

J'ai observé l'évolution de ces pays et de ces administrations et les répercussions sur d'autres domaines. Êtes-vous d'accord avec moi pour dire que si le secteur financier du Canada — vous avez dit qu'il était un peu en retard — ne va pas dans cette direction, cela va avoir une incidence sur d'autres choses, comme notre croissance, notre compétitivité, par exemple? Nous sommes sur le point d'adopter une étude sur une loi concernant les emplois durables. Comment allons-nous financer cela si le secteur financier ne bouge pas? Ici, au Canada, le secteur financier ce n'est pas seulement les banques, mais aussi les régimes de retraite et les assurances.

M. Usher : Oui, je suis d'accord, et je pense que l'avenir du développement économique du Canada doit être axé sur la lutte contre les changements climatiques. Je pense aussi que l'industrie pétrolière et gazière a peut-être un rôle à jouer à cet égard, mais c'est de toute évidence le cas du secteur bancaire et de celui des investissements.

Il ne s'agit pas seulement de savoir comment on s'y prend dans le cas du pétrole et du gaz. Il s'agit de savoir dans quelle mesure ils investissent activement dans la transition. Les

would say if you look at European banks, not a single European bank is on the top 10 list of fossil fuel financiers. Many Canadian, American and some Asian are; not a single European one. If you look at the top 10 list of renewable energy financiers globally, seven of 10 are European, and that shows the sense of travel of European banking versus Canadian or North American. I think in comparing Canadian and American banks, U.S. banks, they still have quite a bit of oil and gas exposure, coal as well, but they are very active on renewable financing, and I think Canadian banks have some catching up to do.

Final point, critical minerals, the exploration industry in Canada, as we know — and the finance industry who back them — are world-leading. We need to help direct that towards critical minerals. There's a lot of capacity in Canada to do that, including the banks and investors; they have to build up that capacity.

Senator Petten: Mr. Usher, in your opinion, is the bill one of those public policies towards a low-carbon transition in line with science?

Mr. Usher: Yes. Obviously, these are different dimensions, the science and the policy. Because you implement the bill doesn't mean you're going to get to a 1.5-degree trajectory or whatever. It has notable elements to align the financial and economic system with the science, better than just having the OSFI bill on its own.

I should point out, as I said in my testimony, voluntary action is important as well to prove it out. It's hard. You don't want this to become a pure compliance approach where banks or investors start seeing this as purely ticking boxes. What we need, it has to be done in a way that provides room for the private sector to innovate and prove out how they think it should be done. The way it's applied will be very important also.

The Chair: Ms. Pappano, I would put to you the same question Senator Massicotte put: Are there parts of this bill you think are helpful or do you reject the entire thing?

Ms. Pappano: I reject the bill. I think it's too prescriptive, very onerous, not taking into account — I know Mr. Usher commented on Europe. But Canada's strength, energy is our economy. You can't mine for minerals without energy. You need

banques canadiennes ne sont pas des chefs de file en matière d'investissement dans les énergies renouvelables, et je dirais que si vous regardez les banques européennes, aucune d'entre elles ne figure parmi les 10 premiers bailleurs de fonds des combustibles fossiles. Beaucoup de Canadiens, d'Américains et d'Asiatiques le sont; pas un seul Européen. Si vous regardez la liste des 10 principaux bailleurs de fonds pour les énergies renouvelables à l'échelle mondiale, 7 sur 10 sont des Européens, ce qui donne une idée de l'orientation des banques européennes par rapport aux banques canadiennes ou nord-américaines. Je pense qu'en comparant les banques canadiennes et américaines, les banques aux États-Unis, elles œuvrent encore beaucoup dans les secteurs du pétrole et du gaz, ainsi que du charbon, mais elles sont très actives en matière de financement des énergies renouvelables, et je pense que les banques canadiennes ont du rattrapage à faire.

Enfin, les minéraux critiques, l'industrie de l'exploration au Canada, comme nous le savons — et le secteur financier qui les appuie — sont des chefs de file mondiaux. Nous devons aider à orienter cela vers les minéraux critiques. Il y a beaucoup de capacité au Canada pour le faire, y compris les banques et les investisseurs; ils doivent renforcer cette capacité.

La sénatrice Petten : Monsieur Usher, à votre avis, le projet de loi est-il l'une de ces politiques publiques axées sur une transition vers une économie à faibles émissions de carbone qui est conforme à la science?

M. Usher : Oui. Évidemment, il s'agit de dimensions différentes, la science et la politique. Ce n'est pas parce qu'on met en œuvre le projet de loi qu'on va atteindre une trajectoire de 1,5 degré, ou quel que soit le chiffre. Il comporte des éléments notables pour aligner le système financier et économique sur les données scientifiques, mieux que le simple fait d'avoir le projet de loi sur le BSIF à lui seul.

Je dois souligner, comme je l'ai dit dans mon témoignage, que l'action volontaire est également importante pour le prouver. C'est difficile. Vous ne voulez pas que cela devienne une approche de conformité pure et simple où les banques et les investisseurs commencent à voir cela comme de simples cases cochées. Ce qu'il nous faut, c'est de le faire d'une façon qui permette au secteur privé d'innover et de démontrer comment il pense que cela devrait être fait. La façon de l'appliquer sera également très importante.

La présidente : Madame Pappano, j'aimerais vous poser la même question que le sénateur Massicotte : y a-t-il des parties du projet de loi qui vous semblent utiles ou rejetez-vous l'ensemble du projet de loi?

Mme Pappano : Je rejette le projet de loi. Je pense qu'il est trop prescriptif, très onéreux, sans tenir compte — je sais que M. Usher a parlé de l'Europe. Mais la force du Canada, l'énergie, c'est notre économie. On ne peut pas exploiter les

oil and gas. There's no other alternative up North or wherever you're mining. Those are our strengths.

I worked at the Toronto Stock Exchange. Those were our two biggest industries, along with technology and clean technology. I would say it's energy expansion. There can be innovations in all of those industries. But to not invest in our bread-and-butter industry, I think it's foolhardy.

The Chair: Thank you for that.

Senator Loffreda: My next question would be for Mr. Usher, and Ms. Pappano if we do have time.

To what extent do you believe that legislation is necessary to regulate our financial institutions regarding climate risk? We all agree with climate risk, controlling climate change and moving in the right direction.

To what extent do you feel we should regulate them and legislate instead of allowing the industry, known for being amongst the best risk managers in the world — we have the best-run banks. When I look at the surveys, it's either Australia or Canada or Canada or Australia. It's one-two. For an industry, we're top of the world. Why would we not let them independently manage their risk with guidance from OSFI? Do you feel it is necessary to legislate at this point in time?

The Chair: Briefly, Mr. Usher. Thank you.

Mr. Usher: To your earlier comment, forward certainty is what the private sector looks for. They can project many futures based on the certainty they see, a large part of which comes from government and regulation. It's important to provide what the future looks like, and such a bill can help do that.

At the same time, I acknowledge that it should not be overly constraining. It should provide room for the private sector to innovate, to manage its risks — it knows its risks best — and to provide a wider framework.

You want banks to be expected to have a transition plan. This is what is talked about in many venues today. Unless you have a plan, you have a hard time knowing where you're going to get to in future. That's what CAFA needs to do.

Senator Loffreda: This bill is not overly constraining? We've heard from some very credible witnesses that it is. You don't feel it is? Have you read the bill?

minéraux sans énergie. Vous avez besoin de pétrole et de gaz. Il n'y a pas d'autre solution dans le Nord ou ailleurs. Ce sont nos forces.

J'ai travaillé à la Bourse de Toronto. Elles étaient nos deux plus grandes industries, avec la technologie et les technologies propres. Je dirais que c'est le développement énergétique. Il peut y avoir des innovations dans toutes ces industries. Mais je pense qu'il est téméraire de ne pas investir dans notre industrie fondamentale.

La présidente : Merci.

Le sénateur Loffreda : Ma prochaine question s'adresse à M. Usher et à Mme Pappano, si nous avons le temps.

Dans quelle mesure croyez-vous qu'une loi est nécessaire pour réglementer nos institutions financières en ce qui concerne le risque climatique? Nous sommes tous d'accord avec le risque climatique, la lutte contre les changements climatiques et la nécessité d'aller dans la bonne direction.

Dans quelle mesure croyez-vous que nous devrions les réglementer et légiférer au lieu de laisser faire l'industrie, qui est reconnue pour être l'un des meilleurs gestionnaires de risque au monde. Nous avons les banques les mieux gérées? Quand je regarde les sondages, c'est soit l'Australie ou le Canada, soit le Canada ou l'Australie. On s'échange le rang. Pour une industrie, nous sommes les meilleurs au monde. Pourquoi ne pas les laisser gérer leurs risques de façon indépendante avec l'aide du BSIF? Croyez-vous qu'il soit nécessaire de légiférer à ce moment-ci?

La présidente : Brièvement, monsieur Usher. Merci.

M. Usher : Pour revenir à ce que vous disiez tout à l'heure, le secteur privé recherche la certitude. Il peut prévoir de nombreux avens en fonction de la certitude qu'il perçoit, dont une grande partie provient du gouvernement et de la réglementation. Il est important de prévoir l'avenir, et un tel projet de loi peut aider à le faire.

En même temps, je reconnais que cela ne devrait pas être trop contraignant. Cela devrait permettre au secteur privé d'innover, de gérer ses risques — il sait mieux que quiconque quels sont ses risques — et de fournir un cadre plus large.

Vous voulez que les banques aient un plan de transition. C'est ce dont il est question dans de nombreuses enceintes aujourd'hui. À moins d'avoir un plan, il est difficile de savoir où on va aller à l'avenir. C'est ce que la Loi sur la finance alignée sur le climat doit faire.

Le sénateur Loffreda : Ce projet de loi n'est pas trop contraignant? Des témoins très crédibles nous ont dit qu'il l'était. Vous ne pensez pas que ce soit le cas? Avez-vous lu le projet de loi?

Mr. Usher: The risk weighting is the one I would take question with. I see many elements that are seen in other pieces of legislation in other regions, so I would not say it goes too far.

Ms. Pappano: Again, there's no detailed, costed plan or any plan about how much net zero will cost. Senator Loffreda talked about predictability. There's no predictability. We have no idea what will happen in the next 26 years with any of our industries. We need capital for innovation. That will lead to oil and gas innovating, getting the oil out of the ground cleaner. Demand is going up. The oil and gas will come from somewhere. It should be coming from Canada. We should not be constricting our Canadian resource sector.

Senator Marshall: I have a question for Ms. Pappano again because I find it very interesting.

What was the impetus for your shareholder resolutions? Are you seeing signs that the banks are drawing back from financing oil and gas? Do you feel, because there's so much discussion about net zero, this is a real possibility or is this more like a pre-emptive strike? You would know more about the details as to what is happening with the banking sector.

Ms. Pappano: As I mentioned earlier, I worked at the Toronto Stock Exchange and TSX Venture Exchange. I'm from Toronto, born and bred. I never really understood the resource sectors. You do not really think about it when you are living in Ontario. I learned that these sectors are so important to jobs and our economy. Our economy is energy. There is no doubt about that. Energy security plays into this as well.

My impetus was I saw what was happening, first, with the universities. They were asking university endowment funds to stop investing in oil and gas companies. Then they went to the pension plans. Now, they're approaching the banks.

It's so prescriptive. It's not allowing investors to participate. It is not taking shareholder rights into account because they're eliminating an investment pool by virtue of the fact that the company is an oil and gas company. I disagree with that.

I think our sector should be built up because we want Canadian oil and gas to get to more people as opposed to from other jurisdictions. As I mentioned before, I'm mostly concerned with Canada. If we have a strong energy sector, we could do more good for reduction in emissions.

M. Usher : Je m'interroge sur la pondération du risque. Je vois beaucoup d'éléments qui se retrouvent dans d'autres mesures législatives dans d'autres régions, alors je ne dirais pas que cette loi va trop loin.

Mme Pappano : Encore une fois, il n'y a pas de plan détaillé et chiffré ni de plan sur le coût de la carboneutralité. Le sénateur Loffreda a parlé de prévisibilité. Il n'y a pas de prévisibilité. Nous n'avons aucune idée de ce qui se passera dans nos industries au cours des 26 prochaines années. Nous avons besoin de capitaux pour l'innovation. Cela permettra d'innover dans le domaine du pétrole et du gaz et d'extraire le pétrole du sol de façon plus propre. La demande augmente. Le pétrole et le gaz viendront de quelque part. Il devrait venir du Canada. Nous ne devrions pas restreindre le secteur canadien des ressources.

La sénatrice Marshall : J'ai une autre question pour Mme Pappano, car cela m'intéresse beaucoup.

Qu'est-ce qui a motivé vos résolutions d'actionnaires? Voyez-vous des signes indiquant que les banques se retirent du financement du pétrole et du gaz? Pensez-vous, étant donné que l'on parle beaucoup de la carboneutralité, qu'il s'agit d'une possibilité réelle, ou était-ce plutôt une attaque préventive? Vous savez mieux ce qui se passe dans le secteur bancaire.

Mme Pappano : Comme je l'ai mentionné plus tôt, j'ai travaillé à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX. Je suis née et j'ai grandi à Toronto. Je n'ai jamais vraiment compris les secteurs des ressources. On n'y pense pas vraiment quand on vit en Ontario. J'ai appris que ces secteurs étaient très importants pour l'emploi et l'économie. Notre économie repose sur l'énergie. Cela ne fait aucun doute. La sécurité énergétique joue également un rôle.

Ce qui m'a motivée, c'est que j'ai vu ce qui se passait, d'abord, dans les universités. On a demandé aux fonds de dotation des universités de cesser d'investir dans les sociétés pétrolières et gazières. On est ensuite passé aux régimes de pension. Maintenant, on s'adresse aux banques.

C'est tellement prescriptif. On ne permet pas aux investisseurs de participer. On ne tient pas compte des droits des actionnaires parce qu'on élimine un bassin d'investissement simplement parce qu'une entreprise est une société pétrolière et gazière. Je ne suis pas d'accord.

Je pense que notre secteur devrait être renforcé parce que nous voulons que le pétrole et le gaz canadiens rejoignent plus de gens que le pétrole et le gaz provenant d'autres pays. Comme je l'ai déjà dit, je m'intéresse surtout au Canada. Si nous avons un secteur de l'énergie fort, nous pourrions faire plus pour réduire les émissions.

Senator Gignac: My question is for Mr. Usher. Like my colleague Senator Loffreda, for most of my career I was in the financial sector, insurance industry and banking. I think I know a little bit of what is going on there.

I have a problem when you compare Canadian banks with European banks because Canadian banks reflect the Canadian economy. Make no mistake, there are no European countries in the top 20 oil producers.

My question is this: Since we have a lot of sympathy for the objective of the bill, but they are too prescriptive as marketed, the question is could you elaborate more about Norwegian banks rather than European banks? Any suggestion or reading on Norwegian banks regarding the current bill in front of us so we can have the best practice from Norway, which is a high producer?

Mr. Usher: I think that's a very good question. Certainly, Norwegian banks are quite modern also in terms of their approach to climate. Most of the Norwegian banks have set net-zero targets.

The Norwegian oil fund, the short term I use for it, it's one of the largest sovereign wealth funds in the world and it is quite progressive.

I would agree with my fellow witness around the notion that divestment has a lot of weaknesses. My view is, in liquid capital markets, one divestor leads to another investor. You don't change the financing unless done at a significant scale.

The Norwegian oil fund has a very active engagement policy with the companies that it owns, the largest companies, the largest emitters, basically working with them on their transition. I think the comparison is a good one to look at more.

As a final quick comment, what is critically important for the Canadian economy is not to say something is green or something is not green, including in terms of financing for it, it's the transition, the "greening." This is where the oil and gas and the resource-intensive industries — the Canadian financial system needs to finance the greening or the transition of these jobs and of these companies. That's the particularity of the Canadian context. Like the Japanese, Australians and South Africans, we can't have one fit-for-purpose mechanism or type of financing to do it, it has to be fit for purpose. I do believe that's very possible, and the Canadian economy can prosper as it makes that transition.

Le sénateur Gignac : Ma question s'adresse à M. Usher. Comme mon collègue, le sénateur Loffreda, j'ai passé la majeure partie de ma carrière dans le secteur financier, le secteur de l'assurance et le secteur bancaire. Je crois savoir un peu ce qui s'y passe.

J'ai un problème quand on compare les banques canadiennes aux banques européennes parce que les banques canadiennes reflètent l'économie canadienne. Il ne faut pas se leurrer, il n'y a pas de pays européens parmi les 20 premiers producteurs de pétrole.

Étant donné que nous sommes très favorables aux objectifs du projet de loi, mais qu'ils sont trop prescriptifs tels qu'ils nous sont présentés, pourriez-vous nous en dire plus sur les banques norvégiennes plutôt que sur les banques européennes? Avez-vous des suggestions ou des lectures sur les banques norvégiennes, relativement au projet de loi dont nous sommes saisis, afin que nous puissions connaître les meilleures pratiques de la Norvège, qui est un important producteur?

M. Usher : Je pense que c'est une très bonne question. Les banques norvégiennes sont également assez modernes en ce qui concerne leur approche face au climat. La plupart des banques norvégiennes se sont fixé des objectifs de carboneutralité.

Le fonds pétrolier norvégien, l'appellation courte que j'utilise, est l'un des plus importants fonds souverains au monde et il est très progressiste.

Je suis d'accord avec l'autre témoin pour dire que le désinvestissement présente beaucoup de faiblesses. À mon avis, sur les marchés de capitaux liquides, un désinvestissement mène à un autre investisseur. On ne change pas le financement à moins de le faire à grande échelle.

Le fonds pétrolier norvégien mène une politique d'engagement très active avec les entreprises qu'il possède, les plus grandes entreprises, les plus grands émetteurs, en travaillant essentiellement avec eux sur leur transition. Je pense que la comparaison est intéressante et qu'il convient de l'approfondir.

Pour terminer rapidement, ce qui est d'une importance cruciale pour l'économie canadienne, ce n'est pas de dire que quelque chose est vert ou n'est pas vert, y compris en ce qui concerne le financement, c'est la transition, l'« écologisation ». C'est là que le secteur pétrolier et gazier et les industries à forte intensité de ressources — le système financier canadien doit financer l'écologisation ou la transition de ces emplois et de ces entreprises. C'est la particularité du contexte canadien. Tout comme les Japonais, les Australiens et les Sud-Africains, nous ne pouvons pas avoir un mécanisme ou un type de financement unique, il faut qu'il soit adapté à l'objectif visé. Je crois que c'est tout à fait possible, et que l'économie canadienne peut prospérer en faisant cette transition.

Senator Yussuff: Thank you, witnesses. Mr. Usher, I will come back to trying to understand. Obviously, this bill is taking us in a direction to what we can do in regards to the financial institutions in this country. Equally, we need to compare that to what the global trend is around the world and what banks are doing in regard to their disclosure. Obviously, B-15 is driving a lot of reform. That is, of how banks are now disclosing their information.

What could you provide us in terms of global trends that we can learn from in regard to our financial sector going forward? We're at this edge. There are two ways this is going to happen, either the government will drive the requirements of banks or banks themselves can drive the requirements for them to start disclosing more in regard to what we know with respect to their assets.

Mr. Usher: I think there's a third possibility, which is that other jurisdictions will drive what happens for Canadian banks. This is coming because in European regulation, what's called the Corporate Sustainability Reporting Directive, or CSRD, comes into application this year for European corporates, including banks. In 2027, it applies to organizations operating in Europe, including 1,100 Canadian companies and includes all the Bay Street banks. They will have to report to the Europeans, essentially, in a way which is very similar to CAFA.

You also have the Carbon Border Adjustment Mechanism, or CBAM, which you might be aware of, that the Europeans are applying on global trade. Canada, with its carbon pricing, I believe, is in a very good position. You're a world leader on carbon pricing. But in terms of banks and other corporates being caught and regulated in an extraterritorial way, that is what's coming. That's another reason why it's quite important for Canadian legislation to also align with these global trends.

Senator C. Deacon: You've both spoken about the risk that we may see the market for oil going to the least-cost producer over time. Infrastructure investments that banks are making are over quite a generational period in terms of their investment.

Do you see a potential prudential risk emerging as the value of Canadian oil is, perhaps, undermined by market pricing that is not where it needs to be to have a profitable industry?

Ms. Pappano: The problem right now is that the supply issue is causing prices to go up, and so energy is becoming unaffordable for Canadians and for manufacturers. What I'm proposing is that our industry needs to be vibrant and to keep energy prices down. I think that we need to have abundant and affordable energy to support all of our resource sectors and our

Le sénateur Yussuff : Je remercie nos témoins. Monsieur Usher, je vais essayer de comprendre. De toute évidence, ce projet de loi nous oriente vers ce que nous pouvons faire en ce qui concerne les institutions financières du pays. Nous devons également comparer cela à la tendance mondiale et à ce que les banques font en matière de divulgation. De toute évidence, la ligne directrice B-15 entraîne beaucoup de réformes. C'est-à-dire dans la façon dont les banques divulguent maintenant leurs renseignements.

Que pourriez-vous nous dire au sujet des tendances mondiales dont nous pourrions nous inspirer pour l'avenir de notre secteur financier? Nous sommes à la limite. Il y a deux façons d'y arriver : soit le gouvernement dictera les exigences aux banques, soit les banques elles-mêmes s'imposeront l'obligation de commencer à divulguer plus d'informations sur ce que nous savons de leurs actifs.

M. Usher : Je pense qu'il y a une troisième possibilité, c'est-à-dire que d'autres pays décideront de ce qui arrivera aux banques canadiennes. C'est parce que dans la réglementation européenne, la directive CSRD sur les rapports de durabilité des entreprises entre en vigueur cette année pour les entreprises européennes, y compris les banques. En 2027, elle s'appliquera aux organisations opérant en Europe, dont 1 100 entreprises canadiennes et toutes les banques de Bay Street. Elles devront rendre compte aux Européens, essentiellement, d'une manière très similaire à ce que prévoit la LFAC.

Il y a aussi le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, ou MACF, que vous connaissez peut-être, que les Européens appliquent au commerce mondial. Le Canada, avec sa tarification du carbone est, je crois, en très bonne position. Vous êtes un chef de file mondial en matière de tarification du carbone. Mais pour ce qui est des banques et des autres entreprises qui sont visées et réglementées de façon extraterritoriale, c'est ce qui s'en vient. C'est une autre raison pour laquelle il est très important que la législation canadienne s'harmonise avec ces tendances mondiales.

Le sénateur C. Deacon : Vous avez tous les deux évoqué le risque de voir le marché du pétrole se tourner vers le producteur le moins cher au fil du temps. Les investissements des banques dans les infrastructures s'échelonnent sur une période de plusieurs générations.

Entrevoyez-vous un risque prudential potentiel émerger si la valeur du pétrole canadien est, peut-être, minée par des prix du marché qui ne sont pas au niveau voulu pour que l'industrie soit rentable?

Mme Pappano : Le problème à l'heure actuelle, c'est que le problème de l'offre entraîne une hausse des prix de sorte que l'énergie devient inabordable pour les Canadiens et les fabricants. Ce que je propose, c'est que notre industrie soit dynamique et qu'elle maintienne les prix de l'énergie à un niveau bas. Je pense que nous avons besoin d'une énergie

manufacturing sector. If you look at the U.K. or Germany, the deindustrialization is happening. I don't think we want that for Canada.

Mr. Usher: Sorry, no, I don't have a comment on this question.

The Chair: I know Mr. Usher has to be out precisely on time. I will come back to you, Senator Marshall, for a very short second question.

Senator Marshall: Ms. Pappano, I looked at your proposal to the banks. Do you think that the banks just want to carry on as usual and that by adopting your propositions that it's almost like declaring a battle? I was looking at the wording of it, and I was thinking maybe the banks don't want to adopt that, so they'll just go on and lend to the oil and gas companies and not make a statement about it.

Ms. Pappano: Well, they've already been reported to the Ontario Securities Commission, or OSC, by the groups that have proposed to them and did shareholder proposals to them. Are they just going along with it? Well, that doesn't mean anything, either.

This year, we asked for a specific report to show how net zero will affect Canada's economy and the banks said they don't do that. Nobody is doing any kind of reporting or costing on what net zero means to our economy. We're talking about a wholesale shift of how we do business, and nobody stops to think about the social costs or economic costs.

Senator Marshall: I think you referenced the U.K. and Germany in one of your earlier remarks.

Ms. Pappano: Yes. They're feeling the costs of deindustrialization right now. We're about five years behind, I would say.

Senator Marshall: So it's coming.

Ms. Pappano: If we are following them, we can look to deindustrialization for Canada.

Senator Marshall: Thank you.

Senator Galvez: Ms. Pappano, you didn't talk about climate change and the solutions to climate change or the question that extreme weather events are destroying a lot of assets. Do you make the link between climate change emissions and the need to transition?

abondante et abordable pour soutenir tous nos secteurs des ressources et notre secteur manufacturier. Au Royaume-Uni ou en Allemagne, la désindustrialisation est en cours. Je ne pense pas que ce soit ce que nous voulons pour le Canada.

M. Usher : Désolé, non, je n'ai pas de commentaire à faire sur cette question.

La présidente : Je sais que M. Usher doit pouvoir partir à temps. Je reviendrai à vous, sénatrice Marshall, pour une très brève deuxième question.

La sénatrice Marshall : Madame Pappano, j'ai examiné vos propositions aux banques. Pensez-vous que les banques veulent simplement continuer comme d'habitude et que l'adoption de vos propositions reviendrait presque à une déclaration de guerre? En regardant la façon dont ces propositions sont formulées, je me suis dit que les banques ne voudraient peut-être pas les adopter, et qu'elles allaient simplement continuer de prêter de l'argent aux sociétés pétrolières et gazières sans en parler.

Mme Pappano : Eh bien, elles ont déjà été signalées à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, ou CVMO, par les groupes qui leur ont fait des propositions d'actionnaires. Vont-elles simplement accepter? Eh bien, cela ne vaudra rien dire non plus.

Cette année, nous avons demandé un rapport précis pour montrer comment la carboneutralité influera sur l'économie canadienne, et les banques ont dit qu'elles ne faisaient pas ce genre de chose. Personne ne fait de rapport sur ce que la carboneutralité signifie pour notre économie. Nous parlons d'un changement radical de notre façon de faire des affaires, et personne ne prend le temps de penser aux coûts sociaux ou économiques.

La sénatrice Marshall : Je crois que vous avez parlé du Royaume-Uni et de l'Allemagne dans une de vos remarques précédentes.

Mme Pappano : Oui. Ces pays ressentent les coûts de la désindustrialisation à l'heure actuelle. Je dirais que nous sommes cinq ans en arrière.

La sénatrice Marshall : Cela s'en vient.

Mme Pappano : Si nous les suivons, nous pouvons envisager la désindustrialisation du Canada.

La sénatrice Marshall : Merci.

La sénatrice Galvez : Madame Pappano, vous n'avez pas parlé des changements climatiques et des solutions à ces changements, ni du fait que les phénomènes météorologiques extrêmes détruisent beaucoup d'actifs. Faites-vous le lien entre les émissions liées aux changements climatiques et la nécessité d'une transition?

Ms. Pappano: I don't believe that not investing in our oil and gas sector will help emissions reductions. As I said, you can't dispute that oil and gas demand is going up. A lot of countries still want to raise their standard of living —

Senator Galvez: Do you think that climate change is real?

Ms. Pappano: I think investment will lead to emissions reduction because investment leads to innovation. I think Canada has the best oil and gas sector, and it will lead to innovation and emissions reductions. We've seen it in Canada's oil fields, Suncor Energy has been reducing emissions year over year, and that's in my proposal as well.

The Chair: I'm going to thank Mr. Usher because I know he has to be out at a very strict time. Mr. Usher, Director of Finance Initiative, United Nations Environment Programme, thank you for your time and testimony today. We really appreciate that. We'll let you escape.

I know Senator Yussuff had one more point, if you'll put your question to Ms. Pappano. Thank you, Mr. Usher.

Mr. Usher: Thank you.

Senator Yussuff: Ms. Pappano, to be fair, banks are not institutions that are immune to public policy shift and societal shift. There is a recognition in Canadian society that we have to do better on our climate initiative. This is a fact. Canadians are concerned. Banks, in the context of their responsibility, as it is equally with oil companies, are trying to do their part. We can argue about how fast they're moving or not moving, but it seems to me that you're trying to swim up the wrong side of the stream.

Ms. Pappano: But recent polling —

Senator Yussuff: Let me finish my point. It's very important. There are changes that are happening, and you're arguing we shouldn't change anything in regard to what we're doing. I'm saying the world we live in is not boxed in —

The Chair: We're going to let her answer, thank you.

Ms. Pappano: My point is that I don't believe that taking capital away from our resources industries will help Canada or everyday citizens who don't want to pay the high cost of energy. People are deciding whether they can heat their homes or eat, and that's the reality of the world right now. I don't think starving our oil and gas sector of capital will help any of these issues.

Mme Pappano : Je ne crois pas que le fait de ne pas investir dans notre secteur pétrolier et gazier aidera à réduire les émissions. Comme je l'ai dit, vous ne pouvez pas nier que la demande de pétrole et de gaz augmente. Beaucoup de pays veulent encore relever leur niveau de vie...

La sénatrice Galvez : Pensez-vous que les changements climatiques sont réels?

Mme Pappano : Je pense que l'investissement mènera à la réduction des émissions parce que l'investissement mène à l'innovation. Je pense que le Canada possède le meilleur secteur pétrolier et gazier, et que cela mènera à l'innovation et à la réduction des émissions. Nous l'avons vu dans les champs pétrolifères du Canada où Suncor Energy a réduit ses émissions année après année, et c'est ce que je propose également.

La présidente : Je vais remercier M. Usher parce que je sais qu'il a un horaire très serré. Monsieur Usher, directeur de l'Initiative financière du Programme des Nations unies pour l'environnement, je vous remercie de votre temps et de votre témoignage aujourd'hui. Nous vous en sommes très reconnaissants. Nous allons vous laisser vous sauver.

Je sais que le sénateur Yussuff voulait ajouter quelque chose, si vous voulez bien poser votre question à Mme Pappano. Merci, monsieur Usher.

M. Usher : Merci.

Le sénateur Yussuff : Madame Pappano, en toute franchise, les banques ne sont pas des institutions qui existent en vase clos des changements de politique publique et de société. La société canadienne reconnaît qu'il faut améliorer notre initiative de lutte contre les changements climatiques. C'est un fait. Les Canadiens sont inquiets. Les banques, dans le contexte de leurs responsabilités, tout comme les pétrolières, essaient de faire leur part. Nous pouvons discuter du rythme auquel elles avancent ou pas, mais j'ai l'impression que vous nagez à contre-courant.

Mme Pappano : Mais des sondages récents...

Le sénateur Yussuff : Permettez-moi de terminer. C'est très important. Il y a des changements en cours, et vous dites que nous ne devrions rien modifier à ce que nous faisons. Je dis que nous ne vivons pas en vase clos...

La présidente : Nous allons la laisser répondre, merci.

Mme Pappano : Ce que je veux dire, c'est que je ne crois pas que le fait d'enlever des capitaux à notre secteur primaire aidera le Canada ou les citoyens ordinaires à assumer le coût élevé de l'énergie. Les gens ont à choisir entre chauffer leur maison ou manger, et c'est la réalité de notre monde à l'heure actuelle. Je ne pense pas que le fait de priver notre secteur pétrolier et gazier de capitaux aidera à régler ces problèmes.

Senator Massicotte: I have a quick question. You're a non-profit.

Ms. Pappano: Yes.

Senator Massicotte: Who are your major contributors?

Ms. Pappano: Everyday citizens across Canada and even the U.S. and Europe —

Senator Massicotte: So not one or two parties.

Ms. Pappano: No. A lot of individuals like you and I.

The Chair: Thank you for that information.

Gina Pappano, Executive Director, InvestNow, and of course, Mr. Usher, to whom I referred, with the United Nations Environment Program. Thank you very much for your testimony today. We have a second panel ready to go today, and we have the pleasure of welcoming Mark Cameron, Vice President, Government Relations and Public Policy at Pathways Alliance. Welcome and thank you for getting into your chair so quickly.

We will begin, Mr. Cameron, with your opening statement. Please go ahead.

Mark Cameron, Vice President, Government Relations and Public Policy, Pathways Alliance: Thank you, Madam Chair and honourable senators.

I am pleased to be speaking to you today on behalf of the Pathways Alliance. Pathways Alliance represents Canada's six largest oil sands producers: Canadian Natural, Cenovus, ConocoPhillips Canada, Imperial, MEG Energy and Suncor. Together, our six companies operate 95% of Canada's oil sands production. That's over 3 million barrels per day.

The oil sands sector accounts for about 3% of Canada's total gross domestic product, or GDP, and supports 255,000 direct and indirect jobs. Last year, the sector contributed over \$20 billion in taxes and royalties to all levels of government in Canada.

We are proud of our contribution to the Canadian economy, but we also acknowledge that we are significant greenhouse gas emitters. That's why, in 2021, our six companies came together to make a joint commitment to achieve net zero from our operations by 2050.

Our industry has made significant progress in reducing emissions already. We have reduced our emissions intensity, or emissions per barrel, by 23% between 2009 and 2022.

Le sénateur Massicotte : J'ai une brève question. Vous travaillez pour un organisme sans but lucratif.

Mme Pappano : Oui.

Le sénateur Massicotte : Qui sont vos principaux contributeurs?

Mme Pappano : Des citoyens ordinaires de partout au Canada et même des États-Unis et de l'Europe...

Le sénateur Massicotte : Donc, pas seulement une ou deux parties.

Mme Pappano : Non. Beaucoup de gens comme vous et moi.

La présidente : Je vous remercie de cette information.

Mme Gina Pappano, directrice exécutive, InvestNow, et, bien sûr, M. Usher, dont j'ai parlé, du Programme des Nations unies pour l'environnement. Merci beaucoup de votre témoignage d'aujourd'hui. Notre deuxième ronde est sur le point de débiter aujourd'hui, et nous avons le plaisir d'accueillir Mark Cameron, vice-président, Relations externes, de l'Alliance Nouvelles voies. Je vous souhaite la bienvenue et je vous remercie d'avoir accédé à votre fauteuil aussi rapidement.

Nous allons commencer par votre déclaration préliminaire, monsieur Cameron. Vous avez la parole.

Mark Cameron, vice-président, Relations externes, Alliance Nouvelles voies : Merci, madame la présidente et honorables sénateurs.

Je suis heureux de m'adresser à vous aujourd'hui au nom de l'Alliance Nouvelles voies. L'Alliance représente les six plus grands producteurs de sables bitumineux du Canada, soit Canadian Natural, Cenovus, ConocoPhillips Canada, Imperial, MEG Energy et Suncor. Ensemble, nos six entreprises exploitent 95 % de la production de sables bitumineux au Canada. Cela représente plus de trois millions de barils par jour.

Le secteur des sables bitumineux représente environ 3 % du produit intérieur brut, ou PIB, total du Canada et représente 255 000 emplois directs et indirects. L'an dernier, le secteur a versé plus de 20 milliards de dollars en impôts et en redevances à tous les ordres de gouvernement au Canada.

Nous sommes fiers de notre contribution à l'économie canadienne, mais nous reconnaissons aussi que nous sommes d'importants émetteurs de gaz à effet de serre. C'est pourquoi, en 2021, nos six entreprises se sont réunies pour s'engager conjointement à atteindre la carboneutralité d'ici 2050.

Notre industrie a déjà fait des progrès importants dans la réduction des émissions. Nous avons réduit l'intensité de nos émissions, ou nos émissions par baril, de 23 % entre 2009 et 2022.

But to go further in reducing emissions to achieve the kind of ambitious reduction goals that Canada has set for 2030 and the ultimate goal of net zero by 2050, we will not simply need incremental improvements like intensity improvements year on year, but step changes in our emissions performance. That is why our companies are not only committed to long-term emissions reductions, but are collaborating on what would be one of the world's largest carbon capture and storage networks in northern Alberta.

The Pathways project would involve installing carbon capture units on 14 different oil sands projects, building a 400-kilometre-long pipeline from Fort McMurray to Cold Lake and then storing the carbon dioxide from those 14 sites deep underground in saline aquifers.

Carbon capture is the only way to make meaningful greenhouse gas emission reduction in oil sands operations between now and 2030. Other technologies — whether small modular reactors, increased use of solvents in oil sands extraction or use of hydrogen for steam generation — may be possible in the longer-term future, but they are not commercially available today.

We believe that it is possible — and indeed is part of Canada's global responsibility — to be a safe, reliable, democratic supplier of oil to global markets for as long as demand exists while continuing to reduce the emissions from our operations toward net zero.

To do this, we need to work with you. For governments and industry to meet their obligations for 2030 and 2050, we require partnerships with industry, federal and provincial governments, First Nations and Indigenous communities and lenders and investors like Canada's financial institutions. Success means working together.

Unfortunately, in our view, Bill S-243 would make these kinds of partnerships more difficult. By putting restrictions on financing oil and gas in general, this bill may, in fact, restrict the progress we need to see toward a net-zero future. A 1,250% risk weighting on any new financing of oil and gas development and 150% risk weighting on existing oil and gas infrastructure will make it hard to finance precisely the clean infrastructure that our companies need.

Furthermore, the requirement that financial institution climate plans cannot include reliance on large-scale carbon capture and storage, or CCS, technology could prevent Canada's financial institutions from participating in investing in decarbonation projects like Pathways, which would be one of the world's

Mais pour aller plus loin dans la réduction des émissions afin d'atteindre le genre d'objectifs ambitieux que le Canada s'est fixés pour 2030 et la cible ultime de carboneutralité d'ici 2050, il ne suffira pas d'en arriver à des améliorations progressives de l'intensité d'une année à l'autre, mais il faudra des changements significatifs dans notre rendement en matière d'émissions. C'est pourquoi nos entreprises s'engagent non seulement à réduire leurs émissions à long terme, mais aussi à collaborer à ce qui serait l'un des plus grands réseaux de captage et de stockage du carbone au monde dans le Nord de l'Alberta.

Le projet de l'Alliance Nouvelles voies comprendrait l'installation d'unités de captage du carbone dans 14 projets de sables bitumineux, la construction d'un pipeline de 400 kilomètres de long entre Fort McMurray et Cold Lake, puis le stockage du dioxyde de carbone de ces 14 sites en profondeur dans des aquifères salins.

Le captage du carbone est la seule façon de réduire de façon significative les émissions de gaz à effet de serre produites par l'exploitation des sables bitumineux d'ici 2030. D'autres technologies — qu'il s'agisse des petits réacteurs modulaires, de l'utilisation accrue de solvants dans l'exploitation des sables bitumineux ou de l'utilisation d'hydrogène pour la production de vapeur — pourraient être envisageables à long terme, mais elles ne sont pas disponibles sur le marché aujourd'hui.

Nous croyons qu'il est possible — et que cela relève de la responsabilité du Canada à l'échelle mondiale — d'être un fournisseur de pétrole sûr, fiable et respectueux des valeurs démocratiques sur les marchés mondiaux aussi longtemps que la demande existera, tout en continuant de réduire les émissions produites par nos activités jusqu'à la carboneutralité.

Pour ce faire, nous devons travailler avec vous. Pour que les gouvernements et l'industrie puissent s'acquitter de leurs obligations pour 2030 et 2050, il faut des partenariats entre l'industrie, les gouvernements fédéral et provinciaux, les Premières Nations et les communautés autochtones, ainsi qu'avec les prêteurs et les investisseurs comme les institutions financières du Canada. Pour réussir, il faut travailler ensemble.

Malheureusement, à notre avis, le projet de loi S-243 rendrait ce genre de partenariat plus difficile. En imposant des restrictions au financement du pétrole et du gaz en général, ce projet de loi pourrait, en fait, limiter les progrès que nous devons réaliser vers un avenir carboneutre. Une pondération de risque de 1 250 % sur tout nouveau financement de l'exploitation pétrolière et gazière et de 150 % sur l'infrastructure pétrolière et gazière existante rendra difficile le financement précis de l'infrastructure propre dont nos entreprises ont besoin.

De plus, l'exigence selon laquelle les plans de lutte contre les changements climatiques des institutions financières ne peuvent pas inclure le captage et le stockage du carbone à grande échelle pourrait empêcher les institutions financières du Canada d'investir dans des projets de décarbonation comme celui de

largest CCS projects, or even potentially acting as lenders to First Nations partners who may wish to become equity partners in the Pathways project.

CCS is an essential part of any road map to get to net zero. In fact, the International Energy Agency, or IEA, and the UN International Panel on Climate Change, or IPCC, call for about 8 and 15 billion tons of CCS by 2050 for the world to get to net zero. That's a thousand times the Pathways project. Canada can be a leader in this transformation, but only if we get the projects built.

Carbon capture is a proven technology at this point. Western Canada has four large carbon capture facilities in place — two in Saskatchewan and two in Alberta — that have already sequestered 40 million tons of carbon dioxide. The Pathways project would take this to the next level, and it is important that Canada's financial institutions are able to become partners in these kinds of emissions-reducing technology projects.

We believe that there are already important financial accountability mechanisms being developed by regulators like the Office of the Superintendent of Financial Institutions and bodies at the international level like the Task Force on Climate-Related Disclosures and the International Financial Reporting Standards, or IFRS. We are concerned that this Senate bill could only confuse an already complicated financial reporting landscape.

We hope that the Senate can work with industry — whether in the oil and gas sector or the financial sector — to achieve our common goal of net zero rather than putting in place new measures that may, in fact, hinder progress on climate. With that, I look forward to your questions.

The Chair: Thank you very much, Mr. Cameron. I appreciate that.

Senator Loffreda: Thank you, Mr. Cameron, for being here. I will start with a statement from your president:

Climate change is a critical challenge, and the oil sands industry has an essential role to play in reducing emissions. Our path to net-zero emissions from operations will help our country achieve a sustainable future.

l'Alliance, qui serait l'un des plus grands projets de captage et de stockage du carbone au monde, ou même d'agir à titre de prêteurs auprès des Premières Nations qui pourraient vouloir devenir des partenaires financiers du projet de l'Alliance.

Le captage et le stockage du carbone est un élément essentiel de toute feuille de route pour atteindre la carboneutralité. En fait, l'Agence internationale de l'énergie, ou AIE, et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, ou GIEC, des Nations unies, plaident en faveur du captage et du stockage d'environ 8 à 15 milliards de tonnes de carbone d'ici 2050 pour que le monde atteigne la carboneutralité. C'est mille fois la cible du projet de l'Alliance. Le Canada peut être un chef de file dans cette transformation, mais seulement si nous réalisons les projets.

Le captage du carbone est une technologie éprouvée à l'heure actuelle. L'Ouest canadien compte quatre grandes installations de captage du carbone — deux en Saskatchewan et deux en Alberta — qui ont déjà permis de séquestrer 40 millions de tonnes de dioxyde de carbone. Le projet de l'Alliance permettrait de passer à un niveau supérieur, et il est important que les institutions financières du Canada puissent devenir des partenaires dans ce genre de projets de technologies de réduction des émissions.

Nous croyons qu'il existe déjà d'importants mécanismes de reddition de comptes financiers mis au point par des organismes de réglementation comme le Bureau du surintendant des institutions financières et des instances internationales comme le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques et les Normes internationales d'information financière, ou IFRS. Nous craignons que ce projet de loi du Sénat ne puisse que semer la confusion dans un contexte de rapports financiers déjà complexe.

Nous espérons que le Sénat pourra travailler avec l'industrie — que ce soit dans le secteur pétrolier et gazier ou dans le secteur financier — pour atteindre notre objectif commun de carboneutralité, plutôt que de mettre en place de nouvelles mesures qui pourraient, en fait, entraver les progrès en matière de climat. Sur ce, je suis prêt à répondre à vos questions.

La présidente : Merci beaucoup, monsieur Cameron.

Le sénateur Loffreda : Merci, monsieur Cameron, d'être ici. Je vais commencer par citer une déclaration de votre président :

Les changements climatiques sont un défi majeur, et l'industrie des sables bitumineux a un rôle essentiel à jouer dans la réduction des émissions provenant des activités d'exploitation. Notre objectif de carboneutralité aidera notre pays à assurer un avenir durable.

I agree that it's a huge challenge, and we all believe that we should tackle climate change. Can you further elaborate on the benefits or the concerns you have with this bill in helping you get there, and why do many feel we are lagging and not proactively tackling key issues which will bring us closer to our objectives?

Mr. Cameron: Our concern is that this bill has a couple of measures in it that would specifically single out oil and gas for extra risk weighting and specific measures that restrict the ability to include carbon capture as part of the financial institution climate plans. We think these measures would have the opposite effect from what is intended. We absolutely think there is a role for government to play in helping get these projects off the ground. The investment tax credits that the current government has brought forward and the Alberta Carbon Capture Incentive Program that the Government of Alberta is bringing forth are examples of those kinds of measures.

The contracts for difference policy that the government has announced is another measure that we think could help. The carbon pricing system, in general, helps give an incentive both to reduce emissions and to the ability to overperform by capturing emissions and then selling credits. So there are a number of measures in place that do help with getting to this goal. Unfortunately, I think Canada does not have the same kinds of incentives on the table that the United States has with the Inflation Reduction Act or that Europe has with their Green New Deal. We do have a foundation in Canada, but this kind of legislation that would make it more difficult for financial institutions to invest in these projects will not help.

Senator Marshall: So you don't support the bill, but we still have to get to net zero. What are the impediments? You were saying that Canada is not as progressive as some of the European countries. You know, the tax bill is full of tax credits to help us reach net zero. What is it we don't have?

Mr. Cameron: The investment tax credits that are in Bill C-59 in the House, we do support those measures. We have things we would like to see improved or changed in it, but overall that is a very positive program.

The federal government is saying that they will put up 50% deductibility for carbon capture projects. It doesn't stack up to what the U.S., the U.K. and Norway have, though. In those jurisdictions, there are more generous financial incentives for carbon capture. Carbon capture, as I said, is proven technology but it's expensive technology. It's difficult in industries like our

Je conviens que c'est un énorme défi, et nous savons tous que nous devons nous attaquer aux changements climatiques. Pouvez-vous nous en dire plus sur les avantages de ce projet de loi pour vous aider à y arriver ou les préoccupations qu'il soulève pour vous, et pourquoi tant de personnes estiment-elles que nous prenons du retard et que nous ne nous attaquons pas de façon proactive à des enjeux clés de façon à nous rapprocher de nos objectifs?

M. Cameron : Ce qui nous préoccupe, c'est que le projet de loi prévoit deux ou trois mesures qui appliqueraient une pondération supplémentaire au secteur pétrolier et gazier et qui limiteraient la capacité d'inclure le captage du carbone dans les plans de lutte contre les changements climatiques des institutions financières. Nous pensons que ces mesures auraient l'effet contraire de l'intention prévue. Nous sommes absolument convaincus que le gouvernement a un rôle à jouer pour aider à lancer ces projets. Les crédits d'impôt à l'investissement que le gouvernement actuel a mis de l'avant et le programme d'encouragement au captage du carbone de l'Alberta que le gouvernement de cette province met en œuvre sont des exemples de ce genre de mesures.

La politique relative aux contrats sur différence que le gouvernement a annoncée est une autre mesure qui, selon nous, pourrait être utile. Le système de tarification du carbone, en général, incite à la fois à réduire les émissions et à surperformer en captant les émissions et en vendant les crédits ainsi accumulés. Il y a donc un certain nombre de mesures en place qui aident à atteindre cet objectif. Malheureusement, je pense que le Canada n'a pas le même genre d'incitatif que les États-Unis avec l'Inflation Reduction Act ou que l'Europe avec son New Deal vert. Nous avons une fondation au Canada, mais ce genre de mesure législative qui rendra plus difficile pour les institutions financières d'investir dans ces projets n'aidera pas.

La sénatrice Marshall : Vous n'appuyez donc pas le projet de loi, mais nous devons quand même atteindre la carboneutralité. Quels sont les obstacles? Vous disiez que le Canada n'est pas aussi progressiste que certains pays européens. Vous savez, le projet de loi prévoit plein de crédits d'impôt pour nous aider à atteindre la carboneutralité. Qu'est-ce qu'il nous manque?

M. Cameron : Nous appuyons les crédits d'impôt à l'investissement prévus dans le projet de loi C-59 à la Chambre. Nous aimerions que des améliorations ou des modifications soient encore apportées, mais dans l'ensemble, c'est un programme très positif.

Le gouvernement fédéral dit qu'il accordera une déduction de 50 % pour les projets de captage du carbone. C'est un pas dans la bonne direction, mais ce n'est toutefois pas comparable à ce que font les États-Unis, le Royaume-Uni et la Norvège. Dans ces pays, des incitatifs financiers plus généreux sont offerts pour le captage du carbone. Comme je l'ai dit, le captage du carbone est

industry because we're competing globally. We can't charge more for a barrel of oil because it has carbon capture on it nor can a steel producer charge more for steel because it has carbon capture; or a cement or a fertilizer producer. We must have incentives that allow us to compete with other global competitors.

Senator Marshall: What about the tax incentives in the budget bill? I think one or two might be on the verge of being implemented or have been implemented, but about four, five or six have yet to be implemented. Is that an impediment?

Mr. Cameron: The timing is an impediment. If the investment tax credits were in place already, we might see projects beginning to advance more quickly. There are other measures such as the carbon contracts for difference and the Alberta Carbon Capture Incentive Program because most of the projects are in Alberta. We need to see the whole suite of measures.

Senator Massicotte: Thank you, Mr. Cameron, for being with us today. I buy into your arguments as to why the current bill is difficult for you to accept; I have no problem with that.

Having said that, I have the same questions. Why are we not reducing it? Why is it you put so much emphasis on government? In fact, the minister was quite upset about a month and a half ago saying, "The industry has to come to the table." We're talking about \$16 billion. You're looking for support from the investment tax credit plus all the others. What is happening? What is it? You say it's proven. Technology is not that proven. The kind of technology you need is experimental and it has not worked in some areas. Some people who are speculating by saying that you're taking forever to move. You must be looking to delay your decision and wait for the election. How do you respond to that?

Mr. Cameron: There are a number of points there. First, we're not waiting. We've already filed our regulatory application for the pipeline in March. We're doing FEED work, or front end engineering and design, and pre-FEED work on the carbon capture projects and the pipeline; we're having Indigenous consultations across the region. We probably spent \$100 million last and will spend \$100 million this year just on the pre-development aspects of the project.

Getting to a final investment decision, we need to see all the financial measures that we talked about in place. We have ongoing discussions with both the federal and provincial governments about that. This is proven technology, particularly

une technologie éprouvée, mais elle coûte cher. C'est difficile dans des industries comme la nôtre parce que nous devons être concurrentiels à l'échelle mondiale. Nous ne pouvons pas exiger plus pour un baril de pétrole parce qu'il y a captage du carbone, et un producteur d'acier ne peut pas exiger plus pour l'acier parce qu'il y a captage du carbone, et c'est la même chose pour un producteur de ciment ou d'engrais. Nous devons offrir des incitatifs qui nous permettent de demeurer concurrentiels à l'échelle mondiale.

La sénatrice Marshall : Qu'en est-il des incitatifs fiscaux prévus dans le projet de loi d'exécution du budget? Je pense qu'il y en a peut-être un ou deux qui sont sur le point d'être mis en œuvre ou qui l'ont été, mais il y en a quatre, cinq ou six qui ne l'ont pas encore été. Est-ce un obstacle?

M. Cameron : C'est le calendrier de mise en œuvre qui pose problème. Si les crédits d'impôt à l'investissement étaient déjà en place, les projets pourraient déjà commencer à progresser plus rapidement. Il y a d'autres mesures à envisager, comme les contrats sur différence pour la réduction des émissions de carbone et le Carbon Capture Incentive Program de l'Alberta, parce que la plupart des projets sont en Alberta. Il nous faut tout un train de mesures.

Le sénateur Massicotte : Merci, monsieur Cameron, d'être des nôtres aujourd'hui. Je me range aux arguments que vous faites valoir pour expliquer que le projet de loi actuel est difficile à accepter; cela ne me pose aucun problème.

Cela dit, je me pose les mêmes questions. Pourquoi ne pas réduire? Pourquoi mettre autant l'accent sur le gouvernement? En fait, il y a environ un mois et demi, le ministre était très fâché lorsqu'il a dit que l'industrie devait se présenter à la table. On parle de 16 milliards de dollars. Vous voulez l'aide du crédit d'impôt à l'investissement et tous les autres. Que se passe-t-il? De quoi s'agit-il? Vous dites que c'est prouvé. La technologie n'a pas fait toutes ses preuves. La technologie dont vous avez besoin est expérimentale et n'a pas fonctionné dans certains secteurs. Certains alimentent la conjecture en disant que vous mettez une éternité à bouger. Vous cherchiez à retarder votre décision en attendant les élections. Que leur répondez-vous?

M. Cameron : Vous soulevez plusieurs points. Premièrement, nous n'attendons pas. Nous avons déjà déposé notre demande réglementaire pour le pipeline en mars. Nous faisons des travaux d'ingénierie de base, ou FEED, et des travaux préalables sur les projets de captage du carbone et le pipeline; nous menons des consultations avec les Autochtones dans toute la région. Nous avons probablement dépensé 100 millions de dollars l'an dernier et en dépenserons encore 100 millions cette année uniquement pour les aspects de développement préalable du projet.

Pour en arriver à une décision finale en matière d'investissement, il nous faut toutes les mesures financières dont nous avons parlé. Nous sommes toujours en discussion avec les gouvernements fédéral et provinciaux à ce sujet. Il s'agit d'une

in the area we're talking about in the Basal precambrian layer in northern Alberta. We already have the Shell Quest Carbon Capture and Storage facility project in the same geological formation. It has been successful at capturing carbon dioxide. Yes, you could point to projects in other parts of the world that haven't worked, but they have different geology from what we have in northern Alberta and Saskatchewan. They have the best carbon capture geology in North America if not the world.

Senator Massicotte: Who will survive at the end of the day? The cheapest product will survive. When it comes to a company, you're saying that you've got to get there. Suncor is making a profit of \$1 billion every quarter, and that's after tax and so on. Why can't you fund more yourself? Why is it somebody else's fault all the time?

Mr. Cameron: Our companies are looking at investing substantial amounts of money in these projects. We would put up over \$16 billion in capital and then, hopefully, we would get two thirds of that back in tax credits. But if there are cost overruns and so on, that's on us. We are investing substantially in these projects that don't produce any additional product. These products are essential —

Senator Massicotte: And that's confirmed? The public is aware of that? You've said it's been decided. Is that a firm decision? Will you go on to produce and get the projects going?

Mr. Cameron: The projects haven't come to the final investment decision because we haven't got all these different pieces in place, but that is the intent. The companies will be putting their money on the table but, hopefully, will be partnering with the federal and provincial government as well.

Senator C. Deacon: I want to build off what Senator Massicotte is saying. World markets dominate. The most expensive oil is not the oil that will get bought and that may increase with time. Our banks are lending over a long period of time. If an asset is diminishing in value, it could present a prudential risk to the bank that is not necessarily captured because they're not forecasting that price reduction necessarily at the outset.

I really want to hear how you see that risk being properly priced in markets today so that we don't have an emerging prudential risk because of it.

Mr. Cameron: That's a great question. I think there's a fair amount of misunderstanding about how the Canadian oil sands stack up compared to other oil reserves in the world.

With oil sands, unlike conventional drilling, you don't go and drill a thousand wells and then end up dry on 500 and hit oil on 200. You know where the resource is. It's a matter of investing

technologie éprouvée, particulièrement dans le secteur dont nous parlons dans la couche de basalte précambrienne, dans le nord de l'Alberta. Nous avons déjà le projet Quest de Shell pour le captage et le stockage du carbone dans la même formation géologique. Il a pu capter du dioxyde de carbone. Oui, il y a des projets ailleurs dans le monde qui n'ont pas fonctionné, mais leur géologie est différente de celle du Nord de l'Alberta et de la Saskatchewan, qui ont la meilleure géologie pour le captage du carbone en Amérique du Nord, sinon dans le monde.

Le sénateur Massicotte : Qui survivra au bout du compte? C'est le produit le moins cher qui survivra. Dans le cas d'une entreprise, on dit qu'il faut y arriver. Suncor réalise un profit de 1 milliard de dollars par trimestre, après impôt, etc. Pourquoi ne pouvez-vous pas en financer davantage vous-même? Pourquoi est-ce toujours la faute de quelqu'un d'autre?

M. Cameron : Nos entreprises envisagent d'investir des sommes importantes dans ces projets. Nous investirions plus de 16 milliards de dollars en capital, et pourrions espérer en récupérer les deux tiers en crédits d'impôt. Mais s'il y a des dépassements de coûts et ainsi de suite, c'est notre responsabilité. Nous investissons beaucoup dans ces projets qui ne produisent rien de plus. Ces produits sont essentiels...

Le sénateur Massicotte : Et c'est confirmé? Le public sait cela? Vous avez dit que c'est décidé. La décision est-elle ferme? Allez-vous produire et lancer les projets?

M. Cameron : Les projets ne sont pas encore au stade de la décision finale en matière d'investissement parce que nous n'avons pas tous ces différents éléments en place, mais c'est bien l'intention. Les entreprises mettront leur argent sur la table, mais, espérons-le, elles collaboreront également avec les gouvernements fédéral et provincial.

Le sénateur C. Deacon : J'aimerais poursuivre dans la même veine que le sénateur Massicotte. Les marchés mondiaux dominent. Le pétrole le plus cher n'est pas celui qui sera acheté et qui pourrait augmenter de valeur avec le temps. Nos banques prêtent pour le long terme. Si un actif perd de la valeur, cela pourrait présenter un risque prudentiel que la banque ne reconnaît pas nécessairement parce qu'elle peut ne pas prévoir cette réduction de prix au départ.

J'aimerais vraiment savoir comment vous voyez l'évaluation correcte de ce risque sur les marchés aujourd'hui de manière à ne pas créer un nouveau risque prudentiel à cause de cela.

M. Cameron : C'est une excellente question. Je pense qu'il y a pas mal d'incompréhension quant à la façon dont les sables bitumineux canadiens se comparent aux autres réserves de pétrole dans le monde.

Dans le cas des sables bitumineux, contrairement au forage classique, on ne fore pas un millier de puits pour se retrouver à sec avec 500 et trouver du pétrole avec 200. On sait où se trouve

the capital to get the resource out. Most of the capital has already been invested. It's really about driving down longer term operating costs. On that front, the oil sands are very competitive.

There is a good paper by Dr. Kent Fellows from the University of Calgary called *Last Barrel Standing?* It was done for the C.D. Howe Institute. Basically, he compares the Canadian oil sands to other reserves like the Permian, where you have to keep exploring and keep investing new capital year after year. With the oil sands, the capital was sunk in the 1990s and now it's really a matter of getting the operating costs down and showing that it is actually competitive in the long-term with other jurisdictions.

Senator C. Deacon: Regarding the investments you're making in carbon capture and storage, what technology benefits will we see as a nation? Potentially, you could be part of the solution not just in reducing your own emissions — which is desperately required for us to meet our goals — but in using those same innovations to start to reduce emissions around the world or in other locations.

Mr. Cameron: I think that's a great question. Alberta is a leader in this area already. There are a lot of technology companies coming out of Alberta and out of Canada. Carbon Engineering started in Alberta, based in B.C. and it has now moved to the U.S., but it was an innovative direct air capture company. Svante is working on a second generation carbon capture, a different type of filter. We do see new companies emerging that will then be able to sell their expertise around the world. Plus, Canada has a lot of subsurface experience. We have geologists, consultants and so on who can then go to Indonesia, Brazil or wherever to help implement carbon capture projects in these countries. There is a huge potential upside there.

Senator Gignac: Welcome to our witness. I'm not an expert on carbon capture but I do know that studies show, as Senator Massicotte mentioned, that we need a lot of public money to finance a project. As a matter of fact, the Shell flagship carbon capture project has a pretty good deal with the Government of Alberta, a two-for-one deal that Greenpeace has called a "phantom credit." Alberta has given a lot of money.

Do you believe that the carbon tax is a way to phase-out subsidies to the oil sands? That is, if you have more carbon tax, it will become profitable and less money will be needed from the federal government and the Government of Alberta to break even. Could you explain that to me? I'm not an expert.

la ressource. Il s'agit d'investir les capitaux pour l'extraire. Le gros des capitaux est déjà investi. Il s'agit en fait de réduire les coûts d'exploitation à long terme. Sur ce plan, les sables bitumineux sont très concurrentiels.

Il y a un bon article de Kent Fellows de l'Université de Calgary intitulé *Last Barrel Standing?*. Cela a été fait pour l'Institut C.D. Howe. Essentiellement, il compare les sables bitumineux canadiens à d'autres réserves comme celle du Permien, où il faut continuer d'explorer et d'investir de nouveaux capitaux année après année. Dans le cas des sables bitumineux, les capitaux ont été investis dans les années 1990, et il s'agit maintenant de réduire les coûts d'exploitation et de montrer qu'ils sont concurrentiels à long terme avec ceux d'autres territoires.

Le sénateur C. Deacon : En ce qui concerne les investissements que vous faites dans le captage et le stockage du carbone, quelles seront les retombées technologiques pour notre pays? Pour faire partie de la solution, il vous suffirait de réduire vos propres émissions — une réduction est ce dont nous avons désespérément besoin pour atteindre nos objectifs —, ou encore d'utiliser ces mêmes innovations pour commencer à réduire les émissions partout dans le monde ou ailleurs.

M. Cameron : Voilà une excellente question. L'Alberta est déjà une chef de file dans ce domaine. Beaucoup d'entreprises de technologie viennent de l'Alberta et du Canada. Carbon Engineering a vu le jour en Alberta, est basée en Colombie-Britannique et a maintenant déménagé aux États-Unis, mais elle était une entreprise novatrice de captage direct dans l'air. Svante travaille à un captage du carbone de deuxième génération, un différent type de filtre. Nous voyons apparaître de nouvelles entreprises qui pourront ensuite vendre leur expertise de par le monde. De plus, le Canada a beaucoup d'expérience du sous-sol. Nous avons des géologues, des consultants, etc., qui peuvent ensuite aller en Indonésie, au Brésil ou ailleurs aider à lancer des projets de captage du carbone dans ces pays. Le potentiel est énorme.

Le sénateur Gignac : Bienvenue à notre témoin. Je ne suis pas un expert en captage du carbone, mais je sais que des études montrent, comme le sénateur Massicotte l'a mentionné, que nous avons besoin de beaucoup de fonds publics pour financer un projet. En fait, le projet phare de Shell sur le captage du carbone a conclu un assez bon accord avec le gouvernement de l'Alberta, un accord de deux pour un que Greenpeace a qualifié de « crédit fantôme ». L'Alberta a donné beaucoup d'argent.

Croyez-vous que la taxe sur le carbone soit une façon d'éliminer progressivement les subventions aux sables bitumineux? Autrement dit, si la taxe sur le carbone augmente, la rentabilité suivra et le gouvernement fédéral et celui de l'Alberta auront besoin de moins d'argent pour faire leurs frais. Pourriez-vous m'expliquer cela? Je ne suis pas un expert.

Mr. Cameron: Yes, absolutely. Carbon pricing is part of the solution. In 2030, if the carbon price hits \$170 a ton, then we have a \$170 incentive to reduce our emissions. Part of the reason that the Shell Quest deal had these two-for-one credits, which was well-known at the time — this was not secret; it was a deal negotiated in 2015 — was because at that point the carbon price was only around \$30, \$40 or \$50. The double credits gave them enough incentive to go ahead and build the project. Carbon pricing is absolutely part of the solution.

Senator Gignac: Basically, that will help the business model to break even and require less money from taxpayers if the carbon tax goes higher. It's as simple as that.

Mr. Cameron: It's not quite as simple as that because that imposes a burden on the rest of our production, but there is a sweet spot where it is enough of an incentive to help incentivize decarbonization but it doesn't make us non-competitive globally. That's the balance that you have to strike.

Senator Petten: An analysis by the Pembina Institute demonstrates that despite the record profits in recent years, the oil sands industry is not investing in decarbonization efforts that align with the climate pledges. I'm wondering what progress Pathways Alliance has made on the decarbonization measures.

Mr. Cameron: As I mentioned, since 2009, the industry has reduced the carbon intensity per barrel by 23%. There are all kinds of different technology projects that are happening and all kinds of energy efficiency measures that are being implemented to reduce carbon intensity, but that's been reducing carbon intensity while production has been increasing, so we've still seen the net emissions increasing.

To reduce emissions on a large scale, we need step changes in technology, of which CCS is the first, but there are hydrogen, small module reactors and other technologies potentially in the 2030s or 2040s. There are all kinds of initiatives under way. For instance, right now, Suncor is replacing its old coke boilers with efficient natural gas cogeneration. That project alone is about a two- or three-megatonne reduction.

[Translation]

Senator Miville-Dechêne: I'm listening to you, Mr. Cameron, and with all due respect, it seems to me that there are quite a few contradictions in what you're saying. The oil industry is the biggest polluter and it's preventing us from meeting our climate targets. You can't reduce it because production keeps going up and up, because you want to make a profit, so you want to sell as much as possible. Then you say that

M. Cameron : Oui, absolument. La tarification du carbone fait partie de la solution. En 2030, si le prix du carbone atteint 170 \$ la tonne, nous aurons un incitatif de 170 \$ pour réduire nos émissions. L'une des raisons pour lesquelles l'accord Quest prévoyait des crédits de deux pour un, ce qui était bien connu à l'époque — il n'y avait pas de secret; c'était un accord négocié en 2015 —, c'est qu'à ce moment-là, le prix du carbone n'était que d'environ 30 \$, 40 \$ ou 50 \$. Les crédits doubles leur ont donné suffisamment d'incitatifs pour aller de l'avant et réaliser le projet. La tarification du carbone fait absolument partie de la solution.

Le sénateur Gignac : Essentiellement, cela aidera le modèle si la taxe sur le carbone augmente à faire ses frais et nécessitera moins d'argent des contribuables. C'est aussi simple que cela.

M. Cameron : Ce n'est pas aussi simple que cela parce que cela impose un fardeau au reste de notre production. Il y a bien un moment idéal où c'est suffisant pour encourager la décarbonisation, sans que cela ne nous rende moins concurrentiels à l'échelle mondiale. C'est l'équilibre qu'il faut trouver.

La sénatrice Petten : Une analyse de l'Institut Pembina démontre que, malgré les profits records des dernières années, l'industrie des sables bitumineux n'investit pas dans des efforts de décarbonisation alignés sur les engagements climatiques. Je me demande quels progrès l'Alliance Nouvelles voies a réalisés en fait de mesures de décarbonisation.

M. Cameron : Comme je l'ai mentionné, depuis 2009, l'industrie a réduit de 23 % l'intensité carbonique par baril. Il y a toutes sortes de projets technologiques en cours et toutes sortes de mesures d'efficacité énergétique pour réduire l'intensité carbonique, mais cela a réduit l'intensité carbonique alors que la production augmentait, de sorte que les émissions nettes ont continué d'augmenter.

Pour réduire les émissions à grande échelle, nous avons besoin de changements technologiques graduels, dont le CSC, c'est-à-dire le captage et le stockage du carbone, est le premier, mais il y a l'hydrogène, les petits réacteurs modulaires et d'autres technologies qui pourraient être utilisées dans les années 2030 ou 2040. Il y a toutes sortes d'initiatives en cours. Par exemple, Suncor est en train de remplacer ses anciennes chaudières à coke par une cogénération efficace au gaz naturel. À lui seul, ce projet promet une réduction d'environ deux ou trois mégatonnes.

[Français]

La sénatrice Miville-Dechêne : Je vous écoute, monsieur Cameron, et en tout respect, il me semble qu'il n'y a pas mal de contradictions dans votre discours. L'industrie pétrolière est la plus grande polluante et elle nous empêche d'atteindre nos objectifs en matière de climat. Vous n'arrivez pas à diminuer cela parce que la production augmente encore et encore, parce que comme vous voulez faire des profits, vous voulez vendre le

carbon capture is a solution, and you're calling for subsidies to keep selling more. All of this is pretty hard to understand for an ordinary citizen who believes in a clean environment and wonders, "Why not cut production?"

Why not pay to become cleaner? Especially since carbon capture, as my colleague said, is not a non-controversial way to reduce your emissions. We wonder whether the technology will keep up with your ambitions. How do you wrestle with these contradictions, which are difficult to follow and accept?

[English]

Mr. Cameron: Thank you very much for the question, senator. It is a fundamental question, which is: How should Canada seek to reduce its emissions? Should we be seeking to reduce the emissions from the production that's actually occurring in Canada or are we seeking to reduce the emissions of the underlying product? If Canada was to stop selling four million barrels of oil per day, that will be replaced with oil from Venezuela, Saudi Arabia, Iran and every other oil-producing country. Right now, there is strong demand for that oil, particularly from the U.S. Midwest refineries that are designed for Canadian oil sands. In fact, the only potential substitutes are Venezuela and Mexico.

There is a demand for oil. Canada is one of the safest, most democratic, has the highest human rights and working standards, et cetera, of any oil-producing nation. If you look at the statistics, Canada and Norway are number one and two in all of those statistics. Where should oil be produced if not from Canada? As I said, it's 3% of Canada's GDP. It's \$20 billion in revenue and 250,000 jobs. And that's only the oil sands sector, the conventional sector basically doubles that. That's the choice that Canada has to make.

Senator Yussuff: Thank you, Mr. Cameron, for being here. You have a difficult job, and I don't envy the Pathways Alliance and its effort, but I think you hear this, so I won't be saying things you haven't heard.

There is a sense of frustration about the slowness of the decarbonization by the industry. It took a long time for you guys to wake up and to recognize that things were changing. Unfortunately, we don't have the luxury sometimes for the things we want within our time frame. I recognize I'm getting old, and that reality means I need to adjust my sights on a lot of things I think about and do.

plus possible. Ensuite, vous dites que la capture du carbone est une solution, vous réclamez des subventions pour réussir à continuer de vendre plus. Tout cela est assez difficile à comprendre pour un citoyen ordinaire qui croit à un environnement propre et qui se dit : « Pourquoi ne pas diminuer la production? »

Pourquoi ne pas payer pour devenir plus propre? D'autant plus que la capture du carbone, comme l'a dit mon collègue, n'est pas une façon non controversée de diminuer vos émissions. On se demande si la technologie va suivre vos ambitions. Comment vous débattiez-vous dans ces contradictions qui sont difficiles à suivre et à accepter?

[Traduction]

M. Cameron : Merci beaucoup de votre question, madame. La question est fondamentale : comment le Canada doit-il chercher à réduire ses émissions? Devons-nous chercher à réduire les émissions provenant de la production réelle au Canada ou voulons-nous réduire les émissions du produit sous-jacent? S'il cessait de vendre quatre millions de barils de pétrole par jour, le Canada les remplacerait par du pétrole du Venezuela, de l'Arabie saoudite, de l'Iran et des autres pays producteurs. À l'heure actuelle, ce pétrole est en grande demande, surtout de la part des raffineries du Midwest américain, qui sont conçues pour les sables bitumineux canadiens. En fait, les seuls substituts possibles sont le Venezuela et le Mexique.

Il y a une demande pour le pétrole. Le Canada est l'un des pays les plus sûrs, les plus démocratiques et les plus respectueux des droits de la personne et les normes du travail les plus rigoureuses de tous les pays producteurs de pétrole. Les statistiques vous révéleront que le Canada et la Norvège se classent au premier et au deuxième rang partout. Où le pétrole devrait-il être produit si ce n'est au Canada? Comme je l'ai dit, le pétrole constitue 3 % du PIB du Canada. C'est 20 milliards de dollars de chiffre d'affaires et 250 000 emplois. Et ce, dans le secteur des sables bitumineux seulement; le secteur conventionnel en compte autant. Tel est le choix que le Canada doit faire.

Le sénateur Yussuff : Merci, monsieur Cameron, d'être ici. Vous avez un travail difficile, et je ne vous envie pas pour les efforts que vous faites à l'Alliance Nouvelles voies, mais je suis certain que ce message vous est familier, alors je ne vais pas répéter des choses que vous avez déjà entendues.

Il y a un sentiment de frustration au sujet de la lenteur de la décarbonisation par l'industrie. Il vous a fallu beaucoup de temps pour vous réveiller et reconnaître que les choses étaient en train de changer. Malheureusement, il n'est pas toujours possible de faire ce que l'on veut selon son propre échéancier. J'avoue que je vieillis, ce qui signifie dans les faits que je dois ajuster ma vision concernant beaucoup de mes réflexions et de mes actions.

My point is that, very simply, it can't just be the taxpayers who are going to fund the changes you're looking for. I recognize they could play a role and that is the role of the federal government. But, equally, Canadians are also looking at their financial institutions in this country and saying you have to play a role in the decarbonization of our economy, and we think you have to put more effort into disclosing what you're doing in this regard. The pension funds are doing the same thing.

How do you square this challenge that you face to get resources to fund the decarbonization while at the same time building public support for what you're trying to do in decarbonizing your industry?

Mr. Cameron: I think it's completely legitimate to look at the financial sector and ask how they can help finance decarbonization and help achieve net zero. Most of Canada's banks have signed up for the Glasgow Financial Alliance for Net Zero. The question we have related to this bill is that some of these measures, we think, might actually make it harder if you exclude carbon capture as a way of meeting those targets or if you put risk weightings on any oil and gas production. At the very least, oil and gas projects that are seeking decarbonization shouldn't have these kinds of restrictions put on them.

Otherwise, there are essentially two ways of decarbonizing at the industrial level: either you build new clean industries or you clean up the existing polluting industries. If you exclude that second type of investment from the portfolio, you can only use half the tools in your tool box.

Senator Yussuff: Mr. Cameron, it's really important for us to recognize that the banks are not public institutions, they're private institutions. The shareholders could decide tomorrow morning that they don't want to take the risk anymore. My point is, the industry has to figure out a way how to do what you're attempting to do in a way that might still represent — whether it's this bill or something else — how you will meet the objective at the end of the day.

Mr. Cameron: That's exactly what we're trying to do. We're trying to figure out our path to get to net zero, and phase one is doing the world's largest carbon capture project in northern Alberta.

Senator Varone: Thank you, Mr. Cameron, for being here. Climate change is real. Climate risk is real. I appreciate your comments with respect to the bill, but what I draw from it is an issue of time frame. A net zero by 2030 is problematic for

Ce que je veux dire, tout simplement, c'est que les contribuables ne peuvent pas financer à eux seuls les changements qui sont nécessaires. Je reconnais qu'ils pourraient jouer un rôle, et c'est là qu'entre en jeu le gouvernement fédéral. Par ailleurs, lorsque les Canadiens regardent leurs institutions financières dans ce pays, ils se disent qu'elles doivent jouer un rôle dans la décarbonisation de notre économie, et nous pensons que vous devez déployer davantage d'efforts pour divulguer ce que vous faites à cet égard. Il en va de même pour les fonds de pension.

Comment conciliez-vous le défi que vous devez relever pour obtenir des ressources pour financer la décarbonisation, tout en obtenant l'appui du public pour ce que vous essayez de faire en matière de décarbonisation de votre industrie?

M. Cameron : Je pense qu'il est tout à fait légitime d'examiner le secteur financier et de se demander comment il peut aider à financer la décarbonisation et à atteindre la carboneutralité. La plupart des banques canadiennes ont adhéré à la Glasgow Financial Alliance for Net Zero. La question que nous nous posons au sujet de ce projet de loi, c'est que certaines des mesures prévues pourraient, à notre avis, compliquer les choses si le captage du carbone est exclu comme moyen d'atteindre ces cibles ou s'il y a pondération des risques pour toute la production pétrolière et gazière. À tout le moins, les projets pétroliers et gaziers qui visent la décarbonisation ne devraient pas être assujettis à ce genre de restrictions.

Autrement, il y a essentiellement deux façons de décarboniser au niveau industriel, c'est-à-dire en construisant de nouvelles industries propres, ou en procédant au nettoyage des industries polluantes existantes. En excluant ce deuxième type d'investissements du portefeuille, on se prive de la moitié des outils de la boîte à outils.

Le sénateur Yussuff : Monsieur Cameron, il est très important pour nous de reconnaître que les banques ne sont pas des institutions publiques, mais bien privées. Les actionnaires pourraient décider demain matin qu'ils ne veulent plus prendre le risque. Ce que je veux dire, c'est que l'industrie doit trouver une façon de faire ce que vous tentez de faire d'une manière qui pourrait encore représenter comment vous atteindrez l'objectif au bout du compte, que ce soit dans le cadre de ce projet de loi ou autrement.

M. Cameron : C'est exactement ce que nous essayons de faire. Nous essayons de déterminer la voie à suivre pour atteindre la carboneutralité, la première phase de cela étant le plus grand projet de captage du carbone au monde dans le Nord de l'Alberta.

Le sénateur Varone : Merci, monsieur Cameron, d'être ici. Les changements climatiques sont réels. Le risque climatique est réel. Je comprends ce que vous dites au sujet du projet de loi, mais ce que je retiens, c'est la question de l'échéancier. La

Pathways. Outline for me what is not so problematic. How far out do you push getting to the targets that this bill outlines?

Mr. Cameron: I think 2030 net zero is impossible for just about any industry. I think most industries have a 2050 time horizon to get to net zero. Part of the question is: What is the definition of net zero? We think we can get to net zero from our operations, but we would still be producing oil in 2050 at the end of the day. There are some definitions of net zero that would say there should be no oil production by 2050 or only 20 million barrels per day or something like that. If that's the definition of net zero, then it's not a definition that would work for our industry. But a definition that says our industry should not have any net emissions from its production, that's what we're aiming for. It's an extremely difficult goal, but we think we have a path to get there by 2050. But starting in a substantial way now, not waiting until 2045.

Senator Galvez: Thank you so much for your presence here today. I want to go into other types of risk, and the extreme weather events are getting very close to the area where the oil sands operate — droughts, wildfires — and Fort McMurray was devastated last year. Other types of risk also come. For example, everything that happens in the U.S. at some point comes to Canada.

Right now in the United States, litigation is a very tangible risk that is materializing. I'm sure you're aware that Congress had a study, and they are digging into the oil companies — what they knew, how they knew it — and there are 2,300 cases of litigation, so this is a very strong case.

I want you to react to that, but the last thing is that our previous witness talked to us about the Norway sovereign wealth fund and said we should compare to them and that they are paying the transition through these funds. Because my colleagues are all asking where the money should come from, what is your reaction to that?

Mr. Cameron: I can't really comment on U.S. litigation looking at what U.S. oil companies knew in 1985 or whatever about climate change. I would say that Canadian oil companies, especially the oil sands sector, have recognized the reality of climate change for a long time and have been working on it. That's the reason they started the Pathways Alliance. They all took a joint commitment to net zero and all say that climate change is a serious problem.

carboneutralité d'ici 2030 est problématique pour l'Alliance Nouvelles voies. Expliquez-moi ce qui est moins problématique. Jusqu'où êtes-vous prêts à aller pour atteindre les objectifs énoncés dans le projet de loi?

M. Cameron : Je pense que l'atteinte de la carboneutralité en 2030 est impossible pour à peu près n'importe quelle industrie. Je crois que la plupart des industries ont un horizon de 2050 pour y arriver. Une partie de la question a trait à la définition de la carboneutralité. Nous pensons pouvoir atteindre la carboneutralité grâce à nos activités, mais nous produirons quand même encore du pétrole en 2050. Selon certaines définitions de la carboneutralité, il ne devrait plus y avoir de production de pétrole en 2050 ou seulement 20 millions de barils par jour ou quelque chose du genre. Si c'est la définition de la carboneutralité, elle ne fonctionnera pas pour notre industrie. Mais une définition qui dit que notre industrie ne devrait pas avoir d'émissions nettes provenant de sa production correspond à ce que nous visons. C'est un objectif extrêmement difficile à atteindre, mais nous pensons que nous y parviendrons d'ici 2050. Il faut toutefois déployer des efforts substantiels dès maintenant, et ne pas attendre jusqu'en 2045.

La sénatrice Galvez : Merci beaucoup d'être ici aujourd'hui. J'aimerais aborder d'autres types de risques, les phénomènes météorologiques extrêmes se rapprochant beaucoup de la région où les sables bitumineux sont exploités — sécheresses, feux de forêt — et Fort McMurray ayant été dévastée l'an dernier. Il y a aussi d'autres types de risques. Par exemple, tout ce qui se passe aux États-Unis arrive au Canada à un moment donné.

À l'heure actuelle, aux États-Unis, les litiges représentent un risque très concret. Je suis certaine que vous savez que le Congrès a mené une étude, qu'il est en train de faire des recherches au sujet des sociétés pétrolières — ce qu'elles savaient, comment elles le savaient —, et qu'il y a 2 300 dossiers litigieux, ce qui constitue un argument très convaincant.

J'aimerais que vous réagissiez à cela, mais d'abord je veux revenir au fonds souverain de la Norvège dont nous a parlé un témoin précédent, en nous disant que nous devrions nous comparer à cela et que ce fonds sert à financer la transition. Étant donné que mes collègues se demandent tous d'où devrait provenir l'argent, quelle est votre réaction à cette affirmation?

M. Cameron : Je ne peux pas vraiment me prononcer sur les litiges aux États-Unis concernant ce que les sociétés pétrolières américaines savaient en 1985, ou je ne sais quoi, au sujet des changements climatiques. Je dirais que les sociétés pétrolières canadiennes, en particulier dans le secteur des sables bitumineux, reconnaissent depuis longtemps la réalité des changements climatiques et se sont attaquées à la tâche. C'est la raison pour laquelle l'Alliance Nouvelles voies a été créée. Ces entreprises ont toutes pris un engagement commun envers la carboneutralité et elles disent toutes que les changements climatiques sont un problème grave.

The second part of your question was the Norwegian sovereign wealth fund. Alberta has the Alberta Heritage Savings Trust Fund. They haven't put as much money into it as Norway has put into its sovereign wealth fund, but that principle is a really strong one; and obviously, we think that one of the ways that our industry does pay for this is by paying taxes and royalties, which we pay more of than any other industry except perhaps the banks.

Last year, I think \$17 billion came to the Alberta government from bitumen royalties, so that's part of the reason that we're asking for some public investment in these projects. We are the biggest provider of revenue and royalties of any industry.

Senator Loffreda: Mr. Cameron, you did say the Canadian oil industry has realized the reality of climate change, and we all strongly believe, including yourself, that we must aggressively fight climate change. Would this bill allow you or speed up progress towards investing in renewable energy sources, implementing carbon capture and storage technologies and adapting or adopting cleaner production practices, which are inevitable? We will all have to get there. Will this bill help you towards getting there?

Last but not least, can you provide any insights into how the bill aligns with these goals and whether it would facilitate the transition to cleaner energy practices?

Mr. Cameron: The bill might incent more investments in some forms of clean energy, like renewables, but for the rest of what you're talking about, like carbon capture or cleaning industrial processes, the bill would have the opposite effect. It would basically have oil and gas projects, even ones that were reducing emissions, essentially be red circled by banks. To us, that's the risk of this legislation.

The Chair: If we can just follow up on that, I think you've cited carbon capture and its exclusion from this process. Are there a couple other examples? I keep asking the same question. The banks fund oil and gas activity. They also fund transition activity by that same sector.

Mr. Cameron: Exactly.

The Chair: So will we lose both kinds of access to funding with these restrictions in place?

Mr. Cameron: That's the risk of the bill because the bill says that for new production it would be a 1,250% risk weighting and for existing production it would be 150% risk weighting. So if someone is building a new project that is cleaner than an old

La deuxième partie de votre question portait sur le fonds souverain norvégien. L'Alberta a l'Alberta Heritage Savings Trust Fund. On n'y a pas investi autant d'argent que la Norvège dans son fonds souverain, mais ce principe est très fort. De toute évidence, nous pensons que l'une des façons pour notre industrie de contribuer à cela, c'est par les impôts et les redevances, que nous payons plus que toute autre industrie, sauf peut-être les banques.

L'an dernier, je crois que le gouvernement de l'Alberta a reçu 17 milliards de dollars en redevances sur le bitume. C'est donc en partie la raison pour laquelle nous demandons un investissement public dans ces projets. Nous sommes le plus important fournisseur de revenus et de redevances parmi toutes les industries.

Le sénateur Loffreda : Monsieur Cameron, vous avez dit que l'industrie pétrolière canadienne a compris la réalité des changements climatiques, et nous croyons tous fermement, y compris vous-même, que nous devons lutter énergiquement pour en venir à bout. Ce projet de loi vous permettrait-il d'investir dans les sources d'énergie renouvelable, la mise en place de technologies de captage et de stockage du carbone et l'adaptation ou l'adoption de pratiques de production plus propres, qui sont inévitables, ou accélérerait-il les progrès en ce sens? Cela doit être notre objectif à tous. Ce projet de loi va-t-il vous aider à y arriver?

Enfin, pouvez-vous nous dire comment le projet de loi s'harmonise avec ces objectifs et s'il facilitera la transition vers des pratiques énergétiques plus propres?

M. Cameron : Le projet de loi pourrait entraîner de plus grands investissements dans certaines formes d'énergie propre, comme les énergies renouvelables, mais pour les autres choses que vous avez abordées, comme le captage du carbone ou les procédés industriels propres, il aura l'effet contraire. Essentiellement, les projets pétroliers et gaziers, même ceux qui réduisent les émissions, seraient bloqués par les banques. Pour nous, c'est le risque que présente ce projet de loi.

La présidente : Toujours dans la même veine, je crois que vous avez parlé du captage du carbone et de son exclusion du processus. Y a-t-il d'autres exemples? Je pose toujours la même question. Les banques financent les activités pétrolières et gazières, mais elles financent également des activités de transition par ce même secteur.

M. Cameron : Exactement.

La présidente : Cela veut-il dire qu'avec ces restrictions, nous perdrons deux types d'accès au financement?

M. Cameron : C'est le risque que présente le projet de loi parce qu'il prévoit que pour une nouvelle production, il y aurait une pondération du risque de 1 250 %, et pour une production existante, une pondération du risque de 150 %. Est-ce que cela

project, are they no longer able to finance it? That is the challenge here. I know work is being done by the Sustainable Finance Action Council, or SFAC, on the definition of transitional financing, so I think it would be good to look at what is transitional versus what is existing.

The Chair: That's not clear either in terms of that distinction. That's the thing that is troubling me.

Senator Marshall: I want to pick up on the money again. Most of the technology that you need now to reach net zero is not developed yet, really. Where will the money come from? You said you need more public investment. I think the federal government is coming to the end of being able to help in a very significant way. We have these six or seven tax credits now. We haven't implemented all of them yet.

Is the industry able to finance a lot of this themselves? I just can't see the taxpayer coming forward now and putting more money into the technology that is just experimental.

Mr. Cameron: I would challenge that it's just experimental. A lot of this is proven technology. I think our six companies spend about a billion dollars a year on environmental research, and a lot of that becomes concrete projects, like the Suncor coke boiler replacement that I mentioned, which is about a \$1.5 billion or \$2 billion project. So there is already money being put into this by companies. Right now, that investment is leading to incremental changes, 1% or so a year. To get to step changes, we'd need something like a big carbon capture network or small modular reactors that cost hundreds of millions or billions of dollars. Even though we're large companies, those are risks that we don't think should entirely rest with the private sector, particularly when our competitors around the world are getting much greater government investment.

Senator Marshall: I hear what you're saying, but even though other jurisdictions are helping out more financially than our governments, I think that our government is coming to an end of all the handouts. That's all I'm saying.

Mr. Cameron: I would only point out that we haven't received very much money at all from the federal government. For the Shell Quest project referenced earlier, that was about \$800 million from Alberta and about \$150 million from the federal government. So far, none of these tax credits are in place today.

The Chair: Possible money. Yes.

signifie que si quelqu'un lance un nouveau projet plus propre qu'un ancien, il ne sera plus en mesure de le financer? Voilà le défi qui se pose. Je sais que le Conseil d'action en matière de finance durable, ou CAFD, travaille à la définition du financement transitoire, alors je pense qu'il serait bon d'examiner ce qui est transitoire par rapport à ce qui existe déjà.

La présidente : Cette distinction n'est pas claire non plus. C'est ce qui m'inquiète.

La sénatrice Marshall : J'aimerais revenir sur la question de l'argent. La plupart des technologies dont vous avez besoin maintenant pour atteindre la carboneutralité ne sont pas encore mises au point. D'où viendra l'argent? Vous avez dit avoir besoin de plus d'investissements publics. Je pense que le gouvernement fédéral arrive au bout de sa capacité d'apporter une aide significative. Il existe déjà six ou sept crédits d'impôt, qui n'ont pas encore été tous mis en œuvre.

L'industrie est-elle en mesure de financer elle-même une bonne partie de ces activités? Je ne vois tout simplement pas comment les contribuables pourraient investir plus d'argent dans une technologie qui n'est qu'expérimentale.

M. Cameron : Je ne crois pas que cette technologie ne soit qu'expérimentale. Il s'agit en grande partie d'une technologie éprouvée. Je crois que nos six entreprises consacrent environ 1 milliard de dollars par année à la recherche environnementale, et une bonne partie de cette somme va à des projets concrets, comme le projet de remplacement des chaudières à coke de Suncor dont j'ai parlé, un projet de 1,5 ou 2 milliards de dollars. Il y a donc déjà de l'argent qui est investi par les entreprises. À l'heure actuelle, cet investissement entraîne des changements graduels de l'ordre de 1 % par année environ. Pour accélérer les changements, nous aurions besoin de quelque chose comme un grand réseau de captage du carbone ou de petits réacteurs modulaires qui coûtent des centaines de millions ou des milliards de dollars. Même pour des grandes entreprises comme les nôtres, ce sont des risques qui, selon nous, ne devraient pas être entièrement assumés par le secteur privé, surtout lorsque nos concurrents du monde entier obtiennent des investissements gouvernementaux beaucoup plus importants.

La sénatrice Marshall : Je comprends ce que vous dites, mais même si d'autres administrations aident davantage financièrement que nos gouvernements, je pense que notre gouvernement arrive à la limite de ce qu'il peut donner. C'est tout ce que je dis.

M. Cameron : Je me contenterai de signaler que nous n'avons pas reçu beaucoup d'argent du gouvernement fédéral. Pour le projet Quest de Shell dont il a été question plus tôt, environ 800 millions de dollars ont été fournis par l'Alberta et environ 150 millions de dollars par le gouvernement fédéral. Jusqu'à maintenant, aucun de ces crédits d'impôt n'est en place.

La présidente : Des sommes éventuelles, en effet.

Senator Gignac: Mr. Cameron, you have a very impressive career. You have experience in the business sector. You were the former senior policy advisor to Prime Minister Harper. You have degrees from McGill and the University of British Columbia, so I can estimate that you understand our environment here.

We try to advocate for things here. Many of us find the bill goes too far, is too intrusive, but the idea is good. It just goes too far, so we're trying to find solutions.

Could you talk about pension funds? Pension funds have 30, 40 or 50-year amortization, and your industry is important. They create wealth. Quebec benefits from acquisition, thanks to Alberta. But we have climate change. We have to do something.

Is there a way that the federal government pension fund could do something? This big pension fund invests in renewable energy in China and India, but they're not very active in Canada. It's not exactly related to the bill, but since you're there, could you help us with that? How will we get there without attacking the oil and gas industry but phasing out taxpayer subsidies?

Mr. Cameron: It's a great question. As someone who represents large companies that are looking for capital, it would be great to have the large pension funds playing a bigger role in Canada, but as someone who hopes to retire some day, I'm not sure how many restrictions I'd want to put on pension funds' ability to invest and get the best possible return. You have a balancing act there.

I know the current government is looking at that. The pension funds are active in this space. Wolf Midstream, which owns the Alberta Carbon Trunk Line, which is one of those existing projects, is actually majority owned by the Canada Pension Plan Investment Board, or CCPIB. The pension funds are active in the space and we talk with them regularly, but I like the idea of pension funds that are investing in projects based on their merits.

Senator Gignac: The point is this one: Is it possible to have a risk sharing like Canada Growth Fund Inc. for PSP Investments?

Mr. Cameron: Yes.

Senator Gignac: These kinds of things may be the way for the Government of Canada. Anyway, 75% of the funding on

Le sénateur Gignac : Monsieur Cameron, vous avez une carrière très impressionnante. Vous avez de l'expérience dans le secteur des affaires. Vous avez été conseiller principal en politiques auprès du premier ministre Harper. Vous avez des diplômes de l'Université McGill et de l'Université de la Colombie-Britannique, alors je peux reconnaître que vous comprenez notre environnement.

Nous essayons de défendre certaines choses ici. Beaucoup d'entre nous trouvent que le projet de loi va trop loin, qu'il est trop intrusif, mais l'idée est bonne. Le projet de loi va trop loin, mais nous essayons de trouver des solutions.

Pourriez-vous nous parler des fonds de pension? Les fonds de pension ont une période d'amortissement de 30, 40 ou 50 ans, et votre industrie joue un rôle important à ce chapitre. Elle crée de la richesse. Le Québec bénéficie des acquisitions, grâce à l'Alberta, mais il y a les changements climatiques. Nous devons faire quelque chose.

Y aurait-il une façon pour le fonds de pension du gouvernement fédéral de faire une différence? Ce gros fonds de pension investit dans l'énergie renouvelable en Chine et en Inde, mais il n'est pas très actif au Canada. Ce n'est pas exactement lié au projet de loi, mais puisque vous êtes là, pourriez-vous nous en dire plus à ce sujet? Comment pouvons-nous y parvenir sans attaquer l'industrie pétrolière et gazière, tout en éliminant progressivement les subventions des contribuables?

M. Cameron : Excellente question. Comme représentant de grandes entreprises à la recherche de capitaux, je dirais qu'il serait bon que les grandes caisses de retraite jouent un rôle plus important au Canada, mais comme futur retraité, je ne sais pas jusqu'où je voudrais limiter leur capacité à investir et à obtenir le meilleur rendement possible. C'est une question d'équilibre.

Je sais que le gouvernement actuel s'y intéresse. Les fonds de pension sont actifs dans ce domaine. Wolf Midstream, qui est propriétaire de l'Alberta Carbon Trunk Line, l'un des projets en cours, appartient en fait majoritairement à l'OIRPC, l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. Les fonds de pension sont actifs dans ce domaine, et nous discutons régulièrement avec leurs dirigeants, mais j'aime bien l'idée que les fonds de pension investissent dans des projets en fonction de leur bien-fondé.

Le sénateur Gignac : La question est la suivante : peut-il y avoir partage des risques comme dans le cas du Fonds de croissance du Canada Inc. avec Investissements PSP?

M. Cameron : Oui.

Le sénateur Gignac : Ce pourrait être la voie à suivre pour le gouvernement du Canada. Quoi qu'il en soit, 75 % du

capture is with taxpayer money, so we spend a lot of public money already.

Maybe with risk sharing — because technology will improve — and maybe ten years from now, a break-even will be possible without any taxpayer money. I don't know. We have to find a solution.

Mr. Cameron: No, I think risk sharing and benefit sharing is absolutely something that we would be open to.

We're not looking to make a lot of money on these projects. We've said to the government that if there are future returns, we'd be happy to share in the upside as well as share in the risk.

The Chair: Just on this point, when we come to the pension funds, we've had a lot of resistance from people wanting to even come and discuss this because they're very worried about governments dictating to financial institutions — and, in turn, to investors — where our money will go. As you say, you want to retire some day, so you want to make sure that your pension fund is making money so that you can retire and not be engaged in what would be public policy debates.

How do we square that?

Mr. Cameron: I'll leave that one to you guys.

Yes, obviously, we think Canada has some of the best pension funds in the world. They have a long-term time horizon, so we absolutely encourage them to be involved in our sector and, particularly, in some of these long-term decarbonization projects.

But what kind of geographic restrictions or whatever is put around investments, I'm not sure I want to get into that one.

The Chair: Again, voluntary versus mandating actual —

Mr. Cameron: Yes.

The Chair: I think that's the issue people have.

Senator C. Deacon: I want to pick up on that point and the point you made earlier that pension funds move to where the projects have the highest merit, the least risk and the greatest return.

What is the fully costed amount per ton of carbon sequestered based on technology you're now using? Not the subsidized costs but fully costed.

financement du captage se fait à même l'argent des contribuables. Nous dépensons donc déjà beaucoup d'argent public.

Avec le partage des risques — puisque la technologie va s'améliorer — et d'ici 10 ans, peut-être sera-t-il possible d'atteindre le seuil de rentabilité sans l'argent des contribuables. Je ne sais pas. Il faut trouver une solution.

M. Cameron : Non, je pense que nous serions tout à fait ouverts au partage des risques et des profits.

Nous ne cherchons pas à faire beaucoup d'argent avec ces projets. Nous avons dit au gouvernement que, en cas de rendements ultérieurs, nous serions heureux de partager les hausses comme les risques.

La présidente : Justement, au sujet des fonds de pension, nous nous sommes heurtés à beaucoup de résistance de la part de gens qui voulaient même venir en discuter ici parce qu'ils étaient très inquiets à l'idée que les gouvernements dictent aux établissements financiers — et, donc, aux investisseurs — comment placer leur argent. Comme vous le dites, vous voulez prendre votre retraite un jour, et vous voulez donc vous assurer que votre fonds de pension soit profitable pour que vous puissiez vous retirer et ne pas participer à ce qui serait un débat de politique publique.

Comment concilier tout cela?

M. Cameron : Je vous laisse le soin de répondre à cette question, mesdames et messieurs.

Oui, évidemment, le Canada possède certains des meilleurs fonds de pension au monde. Ils ont un horizon à long terme, et nous souhaitons effectivement les intéresser à notre secteur et, notamment, à certains projets de décarbonisation à long terme.

Mais je ne suis pas sûr de vouloir entrer dans le détail des restrictions géographiques ou autres qui s'appliqueraient aux investissements.

La présidente : C'est la question des mesures volontaires ou obligatoires...

M. Cameron : Oui.

La présidente : Je pense que c'est ce qui inquiète les gens.

Le sénateur C. Deacon : J'aimerais revenir sur ce point et sur ce que vous avez dit tout à l'heure, à savoir que les fonds de pension s'intéressent aux projets les plus valables, les moins risqués et les plus rentables.

Quel est le coût total par tonne de carbone séquestré selon la technologie que vous utilisez maintenant? Pas les coûts subventionnés, mais les coûts entièrement chiffrés.

Mr. Cameron: There are different ways of measuring it. If you look at the cost of carbon measures that groups like S&P Global and so on would use, it is probably in the \$200 to \$250-a-ton range, but there are different metrics you can look at to come up with the costing.

Senator C. Deacon: Based on the permanence and verified at highest global standards?

Mr. Cameron: Yes. That is one real advantage of carbon capture, particularly in Northern Alberta, is that a tonne that is put under ground is truly permanently stored. It's a much more secure form of carbon storage than in a tree that will eventually burn or rot or stored in peat or something like that. It is permanent carbon storage.

Senator C. Deacon: Based on the current projects and how you're moving forward, what percentage of emissions from the oil sands will be captured and permanently stored by what point?

Mr. Cameron: If we fully execute phase one of Pathways, that probably reduces our emissions by about 20% from carbon capture. There are other technologies that we're pursuing as well.

Senator C. Deacon: Not based on intensity but full emissions —

Mr. Cameron: Full emissions reductions, and that's phase one. We think we can get up to as high as 40 or 50 megatonnes.

Senator C. Deacon: By what date?

Mr. Cameron: By the 2040s, which would be about half of our emissions.

Senator C. Deacon: So it's a long way off.

Mr. Cameron: It's a long way off.

Senator C. Deacon: It's a long way off.

Mr. Cameron: Yes.

Senator C. Deacon: Thank you.

Senator Massicotte: I make the same point. There's an impatience. I still support and think carbon capture and storage, or CCS, is the best one, but we're getting tired of supporting and negotiations without doing a deal. I wanted to relay to you that comment. I think it's time to move. It's time to get it going.

M. Cameron : Il y a différentes façons de les calculer. Selon les calculs effectués par des groupes comme S&P Global et d'autres, cela se situerait probablement entre 200 et 250 \$ la tonne, mais il y a d'autres façons de calculer.

Le sénateur C. Deacon : Compte tenu de la permanence et dûment vérifiés selon les normes mondiales les plus élevées?

M. Cameron : Oui. L'un des avantages réels du captage du carbone, notamment dans le nord de l'Alberta, c'est qu'une tonne enfouie dans le sol est vraiment stockée définitivement. C'est une forme beaucoup plus sûre de stockage du carbone que dans un arbre qui finira par brûler, pourrir ou finir dans de la tourbe, etc. C'est un stockage permanent.

Le sénateur C. Deacon : Compte tenu des projets actuels et de votre orientation, quel pourcentage d'émissions provenant des sables bitumineux aura-t-on capté et stocké à titre permanent et d'ici combien de temps?

M. Cameron : Au terme de la première étape de Nouvelles Voies, nous aurons probablement réduit nos émissions d'environ 20 % grâce au captage du carbone. Nous examinons aussi d'autres technologies en ce moment.

Le sénateur C. Deacon : Non pas selon l'intensité, mais selon les émissions totales...

M. Cameron : La première étape est la réduction complète des émissions. Nous pensons pouvoir atteindre 40 ou 50 mégatonnes.

Le sénateur C. Deacon : D'ici quand?

M. Cameron : D'ici les années 2040, pour environ la moitié de nos émissions.

Le sénateur C. Deacon : C'est encore loin.

M. Cameron : C'est encore loin, oui.

Le sénateur C. Deacon : C'est encore loin.

M. Cameron : Oui.

Le sénateur C. Deacon : Merci.

Le sénateur Massicotte : C'est aussi mon avis. Il y a de l'impatience dans l'air. Je continue de croire que la meilleure solution est le captage et le stockage du carbone et qu'il faut appuyer ces mesures, mais nous en avons assez de soutenir et de négocier sans qu'aucun accord soit conclu. Je voulais que vous le sachiez. Je pense qu'il est temps d'agir. Il est temps de se mettre en marche.

In one of the annual reports I read recently, it actually quotes what the cost per barrel is and where it has got to go based upon competition. What were those numbers? Do you remember? It was a significant reduction.

Mr. Cameron: I'd have to look at which annual report you're talking about.

One of the challenges is that the Canadian oil sands, it is a high-cost source, and I did say that most of the cost is on the front end in the capital investment, not on the back-end operating costs. But we're competing globally, and right now there isn't a price premium for a lower carbon product.

Investors are looking at Brazil, Guyana and the Middle East, so Canada has to be competitive in that market.

The Chair: On that point, my fellow senators here are talking about impatience, and we know that exists in the public at large, but where are the alternatives? That's actually not your job. That's somebody else's job. You can clean up your own activity and make strides there, but I don't think there is an alternative just yet to the kind of demand that we see and the usage of oil and gas in our economy and globally.

Mr. Cameron: Oil demand is still over 100 million barrels per day. In fact, even coal demand is still going up in the last few years. There is going to be oil demand for a long time.

The other thing I should point out is that even if electric vehicles reach their maximum projections, that really only reduces oil demand by about 25%. If we went fully to electric vehicles by the 2030s or 2040s, there's still oil being used for other forms of transportation that you can't replace with batteries and for all kinds of other products.

We actually think that in the long-term, there's real potential for the Canadian oil sands to be producing non-emitting products like more asphalt, carbon fibres and things like that that are going to be in higher demand in the future.

The Chair: The electric vehicles would have to work in the cold as well, which they don't.

Senator Yussuff: The Saskatchewan experience on carbon capture is something that's real. We've seen it in operation, but the large problem of that project has been that as long as the subsidy was there, it made sense. If you take the subsidy off, it's not going to be continuing.

Dans l'un des rapports annuels que j'ai lus récemment, il est question du coût par baril et de la concurrence. Quels étaient ces chiffres? Vous vous en souvenez? C'était une réduction importante.

M. Cameron : Il faudrait que je sache de quel rapport annuel vous parlez.

L'un des enjeux est que les sables bitumineux du Canada sont une source à fort coût d'investissement et que, comme je vous l'ai dit, les coûts se situent surtout en amont, dans l'investissement en capital, et non en aval dans les frais d'exploitation. Mais nous sommes en concurrence à l'échelle mondiale, et, à l'heure actuelle, il n'y a pas de prix avantageux pour un produit à plus faible teneur en carbone.

Les investisseurs se tournent vers le Brésil, la Guyane et le Moyen-Orient. Le Canada doit donc être concurrentiel sur ce marché.

La présidente : Mes collègues vous ont parlé d'impatience dans l'air, et nous savons que ce sentiment est partagé par la population en général, mais quelles seraient les solutions de rechange? En fait, ce n'est pas votre travail. C'est celui de quelqu'un d'autre. Vous pouvez bien assainir vos propres activités et faire des progrès à cet égard, mais je ne crois pas qu'il y ait une solution de rechange compte tenu de la demande actuelle de pétrole et de gaz et de leur utilisation dans notre économie et à l'échelle mondiale.

M. Cameron : La demande de pétrole dépasse toujours les 100 millions de barils par jour. En fait, même la demande de charbon continue d'augmenter depuis quelques années. La demande de pétrole n'est pas près de disparaître.

Je dois également souligner que, même si les véhicules électriques atteignent les maximums prévus, cela ne réduira en réalité la demande de pétrole que d'environ 25 %. Si nous passons entièrement aux véhicules électriques d'ici les années 2030 ou 2040, on utiliserait encore du pétrole pour d'autres modes de transport qu'on ne peut pas remplacer par des batteries, et pour toutes sortes d'autres produits.

À notre avis, les sables bitumineux canadiens pourraient, à long terme, vraiment produire des produits sans émission, comme de l'asphalte, des fibres de carbone, etc., qui seront plus en demande dans l'avenir.

La présidente : Il faudrait aussi que les véhicules électriques puissent fonctionner dans le froid, ce qui n'est pas le cas.

Le sénateur Yussuff : L'expérience de la Saskatchewan en matière de captage du carbone est bien réelle. Le projet fonctionne, on l'a vu, mais le gros problème est qu'il fonctionne tant que la subvention est là. Enlevez la subvention, et tout s'arrête.

My point is, as my colleagues are saying here, at some point Canadian taxpayers, and Canadians generally, are going to say, “Well, how long do we maintain these subsidies for?”

We’ve seen this reality in Saskatchewan because they’re going to have to deal with their challenge going forward. Have you learned anything from that experience, and how does this inform you about your project going forward?

Mr. Cameron: Sure. There are four existing projects. We have the Boundary Dam Carbon Capture Project, which is a coal project in Saskatchewan.

Senator Yussuff: I visited it, so I’ve seen the operations.

Mr. Cameron: A lot has been learned at a technical level about carbon capture from that project, but I think when it comes to an economic level, carbon capture is not something that produces more electricity or produces more oil; it’s something that simply cleans the existing process, and it is very expensive. You need to have some way of pricing the externality, like a carbon price or something, that actually creates that incentive.

Ultimately, you can subsidize something, you can regulate something or you can have a price-based incentive. Those are really the only three ways you can create a change in behaviour.

Senator Yussuff: Recognizing that experience, the experience with your project and the public impatience of the subsidy, you have to factor that in because anything could change. If the subsidies disappear, what happens to your project?

Mr. Cameron: If there weren’t subsidies available, such as the investment tax credit or the Alberta Carbon Capture Incentive Program, these projects wouldn’t happen. Then the choice is that you either continue producing with higher emissions or you shut down production. Those are the choices you have left.

The Chair: Neither gets you further down the road or deals with that issue.

Senator Miville-Dechêne: I want to continue on this fascinating carbon capture question.

The International Energy Agency recently wrote that oil and gas companies need to start letting go of the illusion that carbon capture is a realistic solution. I want to quote John Moffet, Assistant Deputy Minister at Environment and Climate Change Canada, who testified in front of our Energy Committee:

Ce que je veux souligner ici est que, comme mes collègues l’expriment aussi, les contribuables canadiens, les Canadiens en général, veulent savoir pendant encore combien de temps ces subventions vont être accordées.

On le constate en Saskatchewan, qui va devoir relever le défi. Avez-vous tiré des leçons de cette expérience et qu’est-ce que cela vous dit de l’avenir de votre projet?

M. Cameron : Certainement. Il y a quatre projets en cours. Il y a le projet de captage du carbone de Boundary Dam, qui est un projet d’exploitation du charbon en Saskatchewan.

Le sénateur Yussuff : J’y suis allé et j’ai vu comment cela fonctionnait.

M. Cameron : Ce projet nous a beaucoup appris sur les aspects techniques du captage du carbone, mais je crois que, sur le plan économique, le captage du carbone ne produit pas plus d’électricité ou de pétrole; il s’agit simplement de nettoyer le procédé, et c’est très coûteux. Il faut trouver un moyen de tarifier l’externalité, comme la tarification du carbone ou quelque chose de ce genre, qui fait office d’incitatif.

Au final, on peut, au choix, subventionner, réglementer ou offrir un incitatif fondé sur les prix. Ce sont vraiment les trois seuls moyens de changer les comportements.

Le sénateur Yussuff : Vous devez donc tenir compte de cette expérience, de l’expérience de votre projet et de l’impatience de la population concernant la subvention, parce que tout pourrait changer. Si les subventions sont retirées, qu’arrivera-t-il à votre projet?

M. Cameron : S’il n’y avait pas de subventions, comme le crédit d’impôt à l’investissement ou le Carbon Capture Incentive Program de l’Alberta, ces projets n’existeraient pas. Le choix serait alors de continuer à produire avec des émissions plus élevées ou d’arrêter la production. C’est le choix qu’il nous reste.

La présidente : Ni l’une ni l’autre de ces solutions ne permet d’aller plus loin ni ne règle le problème.

La sénatrice Miville-Dechêne : J’aimerais poursuivre la conversation sur cette fascinante question du captage du carbone.

Selon l’Agence internationale de l’énergie, les sociétés pétrolières et gazières doivent commencer à renoncer à l’idée illusoire que le captage du carbone est une solution réaliste. Je vais citer John Moffet, sous-ministre adjoint à Environnement et Changement climatique Canada, qui a témoigné devant notre Comité de l’énergie :

I think the bigger issue that we hear about is that it's a very costly way to continue to produce oil and gas . . . at some point, the world needs to stop using oil and gas.

It's not really a technical question, it's a sort of moral hazard question. Should we do this, and thereby enable continuing use of oil and gas? This is a civil servant. He's bringing up the moral hazard question. Are you asking yourself this question?

Mr. Cameron: As I say, it is a key question. I think it's a question for policy makers, not for companies that are in the industry.

Senator Miville-Dechêne: But you're a citizen.

Mr. Cameron: Yes, sure. There is a global demand for oil. It's over 100 million barrels a day. In fact, it's still increasing. Should Canada play a role in meeting that global demand or should we — out of a sense of responsibility for climate — start shutting down our production before other countries shut theirs down and pay a huge economic price for it?

Consumers and citizens may be concerned about the level of subsidies for carbon capture. If we lost 250,000 jobs, \$20 billion in revenue and 3% of our GDP, I think they'd be even more upset.

The Chair: We're going to leave it on that note. Thank you very much, Mr. Cameron, for being here today.

I want to remind colleagues that we have the break, then we're going into budget consideration. We're under huge time constraints during those meetings.

I ask colleagues to do their homework in advance. We've got a plan for trying to meet the deadline. Not everybody will be participating in each section. How many sections have we got? Sixteen. There will be a lot of heavy lifting for the next two or three weeks to get to June 10.

Senator Massicotte: I observe that four or five of my colleagues, when they asked the question, are looking at this little machine. They sound so intelligent. Do we buy that stuff somewhere?

The Chair: I think it's made out of oil and gas, Senator Massicotte. I think you're going to be in trouble.

Thank you, colleagues. Thank you again to Mr. Cameron. We will see you in a week.

(The committee adjourned.)

Le grand problème dont nous entendons parler est qu'il s'agit d'un moyen très coûteux de continuer à produire du pétrole et du gaz [...] À un moment donné, le monde entier doit cesser d'utiliser le pétrole et le gaz.

Ce n'est pas vraiment une question technique, mais plutôt une question de risque moral. Devrait-on aller dans ce sens et permettre que l'on continue d'utiliser du pétrole et du gaz? C'est un fonctionnaire qui parle. Il soulève la question du risque moral. Vous posez-vous cette question?

M. Cameron : Comme je l'ai dit, c'est une question fondamentale. Je pense que la réponse doit venir des décideurs, et non des entreprises du secteur.

La sénatrice Miville-Dechêne : Mais vous êtes un citoyen.

M. Cameron : Oui, bien sûr. Il y a une demande mondiale de pétrole. À hauteur de plus de 100 millions de barils par jour. En fait, elle continue d'augmenter. Le Canada doit-il répondre à cette demande mondiale ou doit-il plutôt — par souci de sa responsabilité climatique — commencer à cesser la production avant que d'autres pays ne le fassent et en paie l'énorme prix économique?

Les consommateurs et les citoyens s'impatientent peut-être des subventions versées pour le captage du carbone. Si nous perdions 250 000 emplois, 20 milliards de dollars de revenus et 3 % de notre PIB, je crois qu'ils seraient encore plus mécontents.

La présidente : Nous allons en rester là. Merci beaucoup de votre présence parmi nous aujourd'hui, monsieur Cameron.

Je tiens à rappeler à mes collègues que nous aurons maintenant une pause, après quoi nous passerons à l'étude du budget. Nous avons énormément de contraintes de temps pendant ces réunions.

Je vous demande à tous de vous préparer. Nous avons un plan pour essayer de respecter l'échéancier. Tout le monde ne participera pas à toutes les sections. Combien de sections avons-nous déjà? Seize. Il y aura beaucoup de travail à faire au cours des deux ou trois prochaines semaines jusqu'au 10 juin.

Le sénateur Massicotte : J'ai remarqué que quatre ou cinq de mes collègues regardent cette petite machine quand ils posent une question. Et ils ont l'air tellement intelligents. Est-ce qu'on peut acheter cela quelque part?

La présidente : Je crois que c'est fait à base de pétrole et de gaz, sénateur Massicotte. Vous risquez d'avoir des problèmes.

Merci, chers collègues. Merci encore à M. Cameron. Au plaisir de vous revoir dans une semaine.

(La séance est levée.)